

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Mai 2023

Données du mois de mars 2023

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS :

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- **USA** : Croissance du PIB de +1,6% au T1-23, en glissement annuel, contre +0,9% au T4-22. Par ailleurs et malgré sa progression de +0,8 point en avril, l'indice ISM manufacturier demeure toujours dans la zone de contraction (47,1 points).
- **ZONE EURO** : Décélération de la croissance économique à +1,3% au T1-23, en glissement annuel, contre +1,8% au T4-22, tandis que l'indice PMI composite a augmenté de +0,4 point en avril pour atteindre à 54,1 points ;
- **PAYS EMERGENTS** : Accélération de l'activité économique en Chine à +4,5% au T1-23, en glissement annuel, contre +2,9% au T4-22 ;
- Progression des **prix** des produits alimentaires (blé tendre US +2,3% / sucre +17,4%) et du pétrole en avril (+6,8%) contre une baisse de ceux du butane (-9,6%) et du gasoil (-5,7%) ;
- Résultats positifs des **indices boursiers** en avril (S&P500 : +3,9%, NASDAQ : +3,7%, Euro Stoxx50 : +3,7%, MSCI-EM : +1,9%).

CONJONCTURE NATIONALE :

- Revue à la baisse de la **production céréalière** à 55,1 M.Qx au titre de la campagne 2022/23, en hausse tout de même de +62% par rapport à la campagne précédente ;
- Hausse des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** de +8,6% en volume et de +0,4% en valeur à fin mars 2023 ;
- Baisse respectives de la production des **phosphates et de ses dérivés** de -26,4% et de -18,8% à fin mars 2023 ;
- Hausse du **taux d'utilisation des capacités de production industrielles** de +2,2 points en moyenne des trois premiers mois de l'année 2023 pour s'établir à +72,2% ;
- Recul de -1,5% de la **production locale d'électricité** à fin mars 2023 contre +4,1% un an auparavant ;
- Repli de -8,5% des **ventes de ciment** à fin avril 2023 contre -5,1% un an auparavant ;
- Hausse de +5% du **trafic passager aérien** à fin mars 2023, se traduisant par une récupération de près de 96% des mouvements d'avions par rapport à la même période de l'année 2019 ;
- Net rebond des **arrivées de touristes** et des **nuitées** dans les ETHC de +238% et +161% respectivement à fin mars 2023 ;
- Hausse de +8,6 MM.DH ou +13,5% du **déficit commercial** pour atteindre 72,6 MM.DH à fin mars 2023 et baisse du taux de couverture à 60,1%, compte tenu d'une progression des importations (+16,8 MM.DH ou +10,1%) plus importante que celle des exportations (+8,2 MM.DH ou +8,0%) ;
- Performances remarquables des **exportations des MMM** à fin mars 2023, notamment l'automobile (+44,8%), l'électronique et électricité (+34%) et le textile et cuir (+16,6%) ;
- Hausse des **Avoirs Officiels de Réserve** de +23,5 MM.DH ou +7% au cours du T1-23, pour s'établir à 361,2 MM.DH ;
- Baisse du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** de -12,1 MM.DH ou -1,3% au cours du T1-23 contre +8,7 MM.DH ou +1% un an auparavant ;
- Hausse du **déficit budgétaire** pour se situer à -13,3 MM.DH à fin avril 2023 contre -11,4 MM.DH à fin avril 2022, soit une augmentation de +1,9 MM.DH ;
- Hausse de l'encours de la **dette du Trésor** de +52,2 MM.DH ou +5,5% par rapport à fin 2022 contre +20,3 MM.DH ou +2,3% un an auparavant, pour atteindre 1.005 MM.DH à fin avril 2023 ;
- Poursuite du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des hausses des taux, en GA, en avril 2023, de +33 pbs pour les maturités à 13 semaines et de +11 pbs pour les 26 semaines ;
- Accélération du **taux d'inflation** à +8,8%, en moyenne des quatre premiers mois de l'année 2023, contre +4,5% un an auparavant, résultat des hausses de +17,2% des prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, de +3,2% des prix des produits non alimentaires ;
- Hausse du **taux de chômage** de +0,8 point à 12,9% au niveau national au terme du T1-23, traduisant une augmentation de +0,8 point en milieu urbain (17,1%) et de +0,6 point en milieu rural (5,7%).

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL :

Affaiblissement de la reprise économique mondiale en 2023 ...

Dans un contexte incertain lié à la succession des chocs de la pandémie de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, induisant une accélération sans précédent de l'inflation et un resserrement des conditions financières, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit, dans son édition du mois d'avril des perspectives de l'économie mondiale, une croissance limitée à +2,8% en 2023 contre +3,4% en 2022. En comparaison avec l'édition du mois de janvier, le FMI a légèrement abaissé ses perspectives de croissance de -0,1 point, laissant présager une relative normalisation de l'économie mondiale.

En revanche, ces prévisions restent entourées par des risques liés à (i) l'amplification des tensions au niveau du secteur financier induisant un resserrement des conditions de financement, (ii) l'augmentation des coûts de l'emprunt et le ralentissement de la croissance conjugués aux situations de surendettement de certains États qui pourraient se propager jusqu'à prendre une dimension plus systémique, (iii) la persistance de l'inflation induisant un resserrement monétaire supplémentaire (iv) le ralentissement de la reprise de l'économie chinoise et (v) l'escalade de la guerre en Ukraine et la fragmentation géoéconomique.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait diminuer de moitié en 2023 pour s'établir à +1,3% (+0,1 point par rapport à l'édition de janvier) contre +2,7% un an auparavant. Ce ralentissement devrait être observé particulièrement au sein de la zone euro avec une croissance qui devrait se limiter à +0,8% (+0,1 point par rapport à janvier) contre +3,5%, reflétant une contraction de la croissance allemande et un ralentissement de celle des principaux autres pays de la zone. De même et dans une moindre mesure, la croissance des États-Unis devrait ralentir à +1,6% (+0,2 point par rapport à janvier) contre +2,1%. En revanche, la croissance du PIB du Japon devrait s'accélérer en 2023 à +1,3% (-0,5 point par rapport à janvier) contre +1,1% en 2022.

Concernant les pays émergents et en développement, la croissance devrait se maintenir quasiment au même niveau que l'année précédente, soit +3,9% en 2023 (-0,1 point par rapport à janvier) contre +4% en 2022. Ainsi, la croissance économique de la Chine devrait s'accélérer à +5,2% (même prévision qu'en janvier) contre +3% en 2022. Pour sa part, l'économie russe devrait croître de +0,7% en 2023 (+0,4 point par rapport à janvier) contre -2,1%. En revanche, les perspectives ont été dégradées en Inde à +5,9% (-0,2 point par rapport à janvier) contre +6,8% et au Brésil à +0,9% (-0,3 point par rapport à janvier) contre +2,9%.

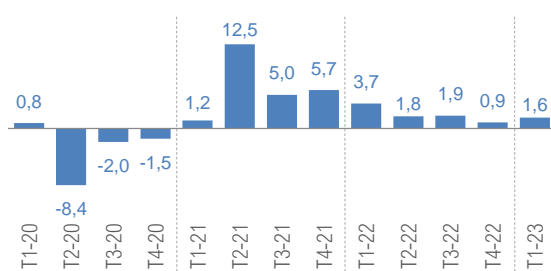
Accélération de l'activité économique aux États-Unis ...

D'après la première estimation du département du commerce américain, la croissance économique s'est accélérée de +1,6%, en glissement annuel, contre +0,9% au trimestre précédent. Ceci étant et en rythme annualisé, l'activité économique a ralenti au T1-23 à +1,1% contre +2,6%, impactée par les effets de l'envolée des taux de la Réserve fédérale menée depuis un an pour lutter contre l'inflation.

Cette évolution a été soutenue par la consommation des ménages (+3,7%, en rythme annualisé, contre +1%), les dépenses publiques (+4,7% contre +3,8%) et les exportations (+4,8% contre -3,7%) qui ont compensé la baisse des investissements privés (-12,5% contre +4,5%).

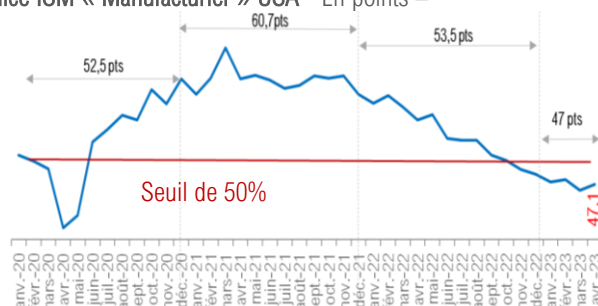
Au niveau des indicateurs avancés, l'indice ISM manufacturier s'est amélioré de +0,8 point en avril mais demeure toujours dans la zone de contraction à 47,1 points. De son côté, l'indice ISM non manufacturier a progressé +0,7 point pour se situer à 51,9 points.

Produit intérieur brut USA – glissement annuel en % -



Source: United States Department of Labor

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points -



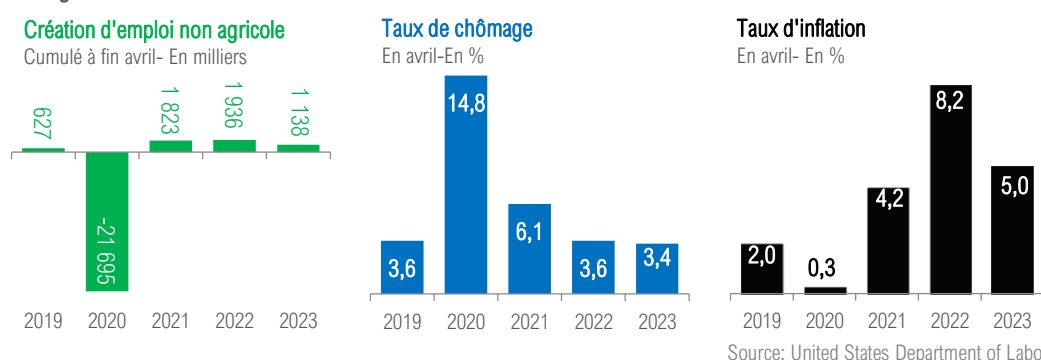
Source: Institute for Supply Management

Parallèlement, la production industrielle s'est accrue de +0,2% en avril, en glissement annuel, contre +0,1% en mars alors que les ventes au détail ont décéléré à +1,6% contre +2,4% dans un contexte d'inflation persistante. De son côté, la confiance des consommateurs s'est altérée en avril, comme en témoigne la baisse de l'indice de l'Université de Michigan de -2,9 points pour revenir à 101,3 points.

Pour ce qui est du marché du travail, le nombre d'emplois créés a atteint 253 mille en avril, portant le nombre total depuis le début de l'année à 1,1 million contre 1,9 million à la même période un an auparavant. Le taux de chômage a ainsi reculé de -0,1 point pour revenir à 3,4% contre 3,5% à fin 2022 et 3,6% au même mois de l'année précédente.

S'agissant du taux d'inflation, il est resté stable en avril à +5%, en glissement annuel, son plus bas niveau depuis près de deux ans. Ainsi, les prix des produits énergétiques ont reculé de -5,5%, en glissement annuel, alors que ceux des produits alimentaires ont progressé de +7,7%. Hors énergie et alimentation, les prix ont augmenté de +5,5%. Ainsi, et malgré le ralentissement de l'inflation, la réserve Fédérale a décidé lors de sa réunion du 3 mai de relever ses taux directeurs, pour la dixième fois consécutive depuis mars 2022, de 25 pbs pour les porter dans une fourchette allant de 5% à 5,25%.

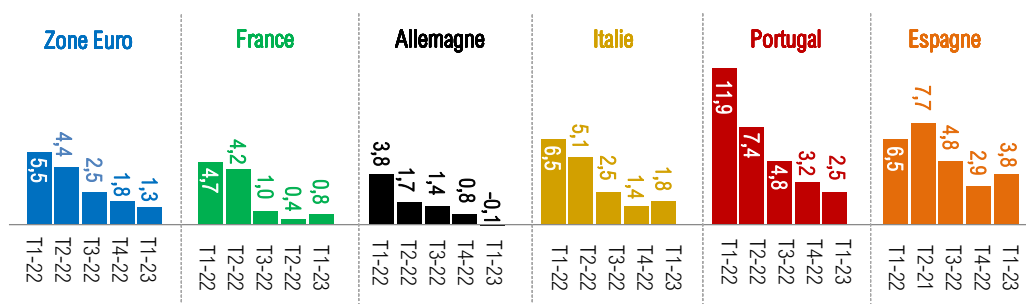
Emploi, Chômage et Inflation USA



Résilience de la croissance économique de la zone euro au T1-23...

La croissance économique de la zone euro s'est établie à +1,3%, en glissement annuel, au T1-23 contre +1,8% au T4-22. Par pays, cette croissance a été tirée par l'Espagne (+3,8% contre +2,9%), l'Italie (+1,8% contre +1,4%), et la France (+0,8% contre +0,4%), tandis que l'économie allemande est entrée en récession (-0,1% contre +0,8%).

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel en % -



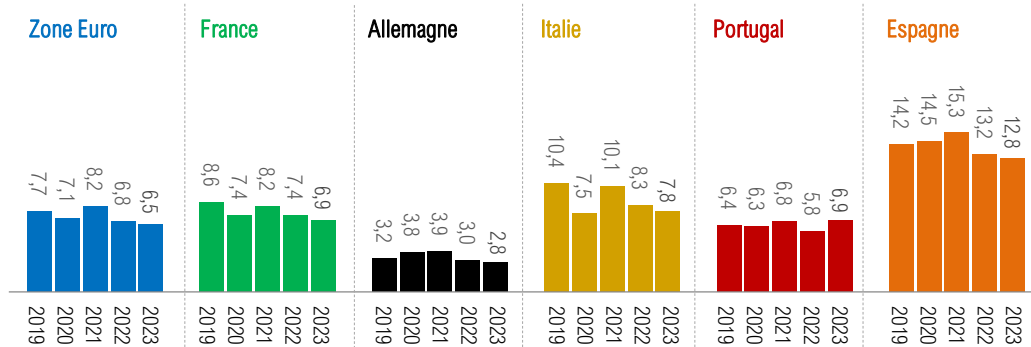
Source : Eurostat

Pour ce qui est des indicateurs avancés, l'indice PMI composite a progressé, pour le quatrième mois consécutif, pour ressortir à 54,1 points en avril contre 53,7 points en mars, reflétant une forte reprise de l'indice PMI des services qui a atteint son plus haut niveau depuis un an (56,2 points). En revanche, l'indice PMI manufacturier continu à se contracter pour revenir à 45,8 points contre 47,3 points, son plus bas niveau en 35 mois.

Parallèlement, l'indice ESI du sentiment économique de la zone euro s'est légèrement amélioré de +0,1 point en avril pour s'établir à 99,3 points, reflétant une confiance plus élevée des consommateurs et des entreprises dans les services et les ventes au détail, en particulier en Espagne (+3,7 points) et, dans une moindre mesure, en Allemagne (+0,8 point) et en Italie (+0,3 point).

Au niveau du marché de l'emploi, le taux de chômage a poursuivi sa baisse progressive pour revenir à 6,5% en mars, son plus bas niveau depuis trente ans, contre 6,1% à fin 2022. Par pays et par rapport à fin 2022, le taux de chômage a diminué de -0,2 point en Allemagne (2,8%), en France (6,9%) et en Espagne (12,8%) et de -0,1 point en Italie (7,8%), tandis qu'il a augmenté de +0,2 point au Portugal (6,9%).

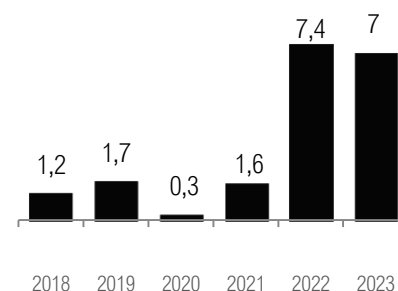
Taux de chômage Zone euro – Mars en % -



Source : Eurostat

Pour sa part, l'inflation s'est légèrement accélérée, selon les estimations rapides, pour atteindre +7% en avril, en glissement annuel, contre +6,9% un mois auparavant. Cette hausse a été induite par les prix des produits énergétiques (+2,5% en avril contre -0,9% en mars) et, dans une moindre mesure, par ceux des services (+5,2% contre +5,1%). Par pays, l'inflation s'est accélérée en Espagne (+3,8% contre +3,1%), en Italie (+8,8% contre +8,1%) et en France (+6,9% contre +6,7%), tandis qu'elle a ralenti en Allemagne (+7,6% contre +7,8%) et au Portugal (+6,9% contre +8%).

Taux d'inflation annuel Zone Euro : Avr -En % -



Source : Eurostat

Dans ce contexte, la BCE a poursuivi sa politique de normalisation en relevant, lors de sa réunion du 4 mai, ses taux d'intérêt de +25 pbs, à 3,75% pour les opérations principales de refinancement, à 4% pour la facilité de prêt marginal et à 3,25% pour la facilité de dépôt. De même, la BCE a annoncé la réduction de ses achats nets mensuels d'actifs au titre de son programme d'achats d'actifs (APP) de 15 MM.€ par mois en moyenne jusqu'à juillet 2023. S'agissant du PEPP (*pandemic emergency purchase programme*), la BCE entend poursuivre le réinvestissement des remboursements du principal des titres arrivant à échéance au moins jusqu'à la fin de 2024.

Accélération de la croissance en Chine

En Chine, la croissance économique s'est accélérée à +4,5% au T1-23, en glissement annuel, contre +2,9% au T4-22. Cette évolution est attribuée à la levée des restrictions anti-Covid et à l'annulation de la politique « zéro Covid» en décembre 2022. Par ailleurs, la production industrielle s'est améliorée de +5,6% en avril, en glissement annuel, contre +3,9% en mars au moment où les ventes au détail ont rebondi de +18,4% après +10,6%. De son côté, l'indice PMI composite a reculé de -0,9 point pour s'établir à 53,6 points.

S'agissant du taux d'inflation, il a poursuivi sa détente passant de +0,7% en mars, en glissement annuel, à +0,1% en avril, soit son plus bas niveau depuis plus de deux ans. Ainsi, la Banque centrale de Chine a décidé, lors de sa réunion de mars, d'abaisser de 25 points de base le taux de réserves obligatoires des banques pour le ramener à 7,6% et ce, afin de soutenir la reprise d'une économie qui a été de nouveau fragilisée par la pandémie.

Au Brésil, les indicateurs à haute fréquence indiquent un ralentissement de l'activité économique, comme en atteste la baisse de -0,7 point de l'indice PMI composite au T1-23 par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 50,1 points en moyenne. De son côté, la production industrielle a augmenté de +0,9% en mars, en glissement annuel, après un repli -2,4% en février alors que les ventes au détail ont progressé de +3,2% après +1,1%.

Pour ce qui est du taux d'inflation, il continue à ralentir depuis huit mois consécutifs pour revenir à +4,2% en avril contre +4,7% un mois auparavant. Ainsi, la Banque centrale du Brésil a décidé, lors de sa réunion du mois de mai, de maintenir son taux directeur à 13,75%, son plus haut niveau depuis janvier 2017.

Enfin, en **Inde**, l'indice PMI composite s'est amélioré de +1,1 point au T1-23 pour se situer à 58,3 points en moyenne. La production industrielle a, pour sa part, ralenti à +1,1% en mars, en glissement annuel, contre +5,6% en février.

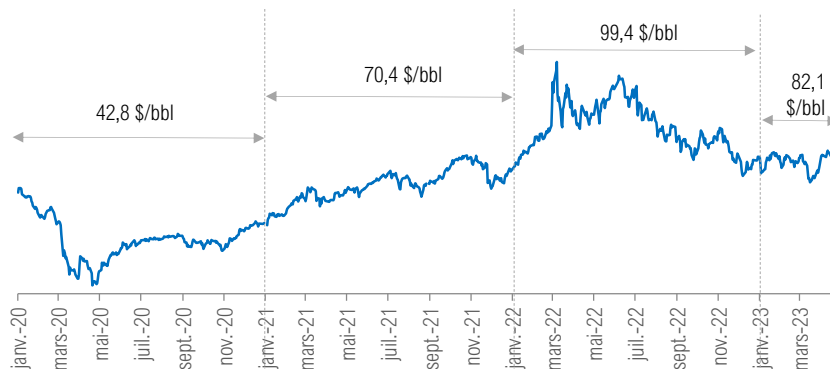
Parallèlement, le taux d'inflation a décéléré en avril à +4,7%, en glissement annuel, contre +5,7% en mars. C'est ainsi que la Banque centrale de l'Inde a décidé, lors de sa réunion du mois d'avril, de maintenir ses taux d'intérêt inchangés à 6,5% après six hausses successives depuis mai 2022, invoquant une incertitude sans précédent autour du contexte géopolitique et des marchés financiers.

Hausse des cours des matières premières en avril...

Dans un contexte marqué par la reprise de l'activité chinoise suite à la suppression des mesures restrictives, la poursuite du resserrement des politiques monétaires des banques centrales occidentales suite à la hausse de l'inflation, les cours des matières premières se sont renchérís, en avril, comme en témoigne la hausse des indices synthétiques des produits énergétiques et des produits non-énergétiques de +5,7% et +1,1% respectivement.

Concernant le pétrole, les prix sont repartis à la hausse en avril après deux mois de répit pour atteindre 83,9\$/bbl en moyenne, en progression de +6,9% par rapport au mois précédent et de +4,2% par rapport à fin 2022. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'annonce faite par l'OPEP+ le 3 avril 2023 au sujet de la réduction de sa production de pétrole brut de 1,6 mb/J entre mai et décembre 2023 et, d'autre part, par la réduction des stocks américains et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

Prix du Pétrole - En \$ / baril -



Source: Bloomberg

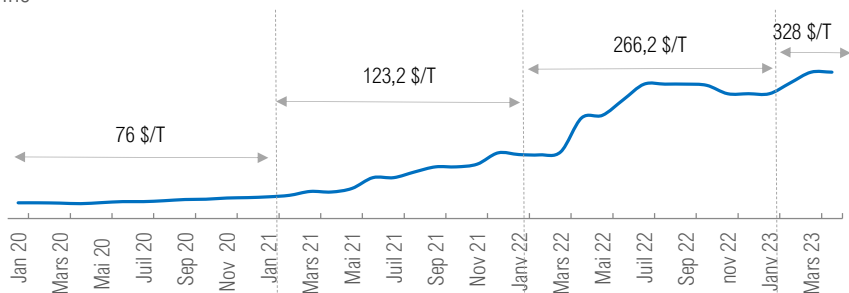
Pour leur parts, les cours du gaz butane se sont repliés de -9,6% en avril, pour le deuxième mois consécutif, pour revenir à leurs plus bas niveaux depuis juin 2021, soit 562,6 \$/T en moyenne. Par rapport à fin 2022, les prix laissent apparaître une baisse de -2,1%.

De son côté, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires s'est inscrit en hausse de +4,1% en avril après trois mois de baisses consécutives. Cette évolution recouvre, d'une part, une appréciation des cours du blé tendre américain de +2,3% (378,2 \$/T) et, d'autre part, une baisse des prix du blé tendre français de -3,9% (279,9 \$/T), sous l'effet de conditions de culture favorables en Europe. Pour leur part, les prix du sucre brut ont poursuivi leur tendance haussière (+17,4% par rapport à mars et +19,7% par rapport à fin 2022) pour atteindre leur plus haut niveau depuis octobre 2011 de 565,5 \$/T. Cette flambée des prix est principalement liée aux craintes d'un resserrement de la production mondiale en particulier en Inde et en Chine, ainsi qu'à une production plus faible que prévue en Thaïlande et en Europe.

Parallèlement, les prix des métaux de base se sont inscrits en hausse en avril avec des progressions de +2% pour l'aluminium (2343 \$/T), de +2,6% du nickel (23895 \$/T) et de +1,6% du plomb (2149 \$/T), tandis que les prix du cuivre se sont repliés de -0,5% (8809 \$/T), ramenant leurs évolutions par rapport à fin 2022 à -2,4%, -17,5%, -3% et +5,2% respectivement.

Enfin, les cours du phosphate brut se sont stabilisés en avril à 345 \$/T et demeurent en hausse de +15% par rapport à fin 2022. De leur côté, les cours des dérivés du phosphate sont repartis à la hausse, soit +5,1% pour le DAP (637 \$/T) et +2,3% pour le TSP (550 \$/T), portant leurs évolutions annuelles à +1,9% et -5,9% respectivement.

Prix du Phosphate - En \$ / tonne -



Source: Banque mondiale

Rebond des principaux indices boursiers ...

Dans un contexte marqué par des perspectives favorables de l'économie chinoise associé à une relative résilience de l'activité dans la zone euro, une atténuation des difficultés d'approvisionnement ainsi qu' un apaisement relatif des craintes sur la stabilité du système bancaire après la faillite de trois banques régionales américaines et le rachat de la banque Crédit Suisse, les cours des actions ont affiché, en avril, des résultats positifs aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe.

Ainsi, les indices boursiers américains NASDAQ et S&P⁵⁰⁰ ont affiché des hausses mensuelles de +3,7% et +3,9% respectivement en avril après s'être repliés le mois précédent, portant leurs performances par rapport à fin 2022 à +5,3%.

De même, les marchés boursiers européens ont réalisé des résultats positifs, comme en atteste la hausse de +3,7% de l'indice de référence EuroStoxx50, portant sa progression depuis fin 2022 à +12,2%. Cette performance reflète des évolutions positives au niveau des principaux indices européens, notamment le CAC 40 Paris (+4,2%), le GDAXI Allemagne (+3,3%), l'IBEX Madrid (+2,2%), le FTSE MIB Milan (+2,5%), partant ainsi leurs hausses annuelles respectives à +13,1%, +11,2%, +12,6% et +13,8%.

Parallèlement, l'indice boursier émergent MSCI-EM s'est redressé en avril de +1,9% par rapport au mois précédent, portant sa progression par rapport à fin 2022 à +2,4%.

CONTEXTE NATIONAL :

Résilience de l'activité économique dans un contexte incertain...

La croissance économique marocaine a confirmé sa résilience dans un contexte marqué par la succession de crises planétaires depuis l'année 2020. Ainsi, après avoir rebondi rapidement en 2021 avec une croissance de +7,9% qui a permis d'effacer la récession de 2020, la croissance du PIB devrait ressortir à +1,2% en 2022 résultat d'un recul de la production agricole alors que le contexte géopolitique tendu au niveau mondial n'a que légèrement impacté les secteurs exportateurs.

En 2023, l'économie marocaine est de nouveau confrontée à des conditions climatiques défavorables, ce qui devrait pénaliser les perspectives de croissance annoncées initialement à +4%. Par ailleurs, et malgré le maintien de l'inflation à un niveau élevé en comparaison avec la moyenne des années précédentes, les activités non agricoles devraient confirmer leur résilience eu égard à la reprise du secondaire et au maintien du dynamisme du tertiaire.

Campagne agricole 2022/23 : Hausse de la production céréalière

Le début de la campagne agricole 2022/23 a été marqué par un retard des premières précipitations ayant décalé l'installation des cultures d'automne et impacté négativement l'état des parcours. Associées à des températures saisonnières plus élevées que la normale, les pluies n'ont été enregistrées qu'entre la deuxième décennie de novembre 2022 et fin février 2023 avec de faibles niveaux entre mars et début avril. Ainsi, le cumul pluviométrique a atteint 207 mm au 27 avril, en hausse certes de +13% par rapport à la campagne précédente à la même date mais en baisse de -36% par rapport à une année normale. Parallèlement, la retenue totale nationale à usage agricole a atteint près de 4,48 MM.m³ au 27 Avril contre 4,26 MM.m³ la campagne précédente à la même période, soit un taux de remplissage des barrages de 33% contre 31%.

En conséquence, **la première estimation fait état d'une production céréalière de 55,1 M.Qx**, dont 29,8 M.Qx de blé tendre, 11,8 M.Qx de blé dur et 13,5 M.Qx d'orge, en hausse de +62% par rapport à la campagne précédente.

Pour sa part, la filière de l'élevage devrait connaître un raffermissement à la faveur de l'amélioration des conditions climatiques en 2023 par rapport à l'année précédente et la mise en œuvre du programme de réduction de l'impact du déficit pluviométrique lancé en mars 2022.

19 CONTRATS-PROGRAMMES POUR LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES DE PRODUCTION AGRICOLE

Dans le cadre de la stratégie « Génération Green », le gouvernement a procédé à la signature de 19 contrats-programmes de nouvelle génération pour le développement et la modernisation des filières de production agricole d'un montant total de 110,7 MM.DH sur 10 années, dont un apport de l'Etat de 42,5 MM.DH dans le cadre du Fonds de Développement Agricole (FDA).

Ces contrats-programmes, qui concernent 4 filières animales et 15 filières végétales, reposent sur trois principes, à savoir.

- La mise en œuvre des différents axes de la stratégie Génération Green surtout en relation avec l'élément humain ;
- Le conditionnement de l'octroi des aides aux organisations professionnelles à la réalisation des objectifs contractés ;
- L'engagement des organisations professionnelles à se restructurer pour améliorer leur gouvernance et leur niveau de représentativité nationale et régionale.

La mise en œuvre des engagements de ces contrats-programmes a pour objectif d'améliorer la rentabilité de la production agricole, de valoriser la production et de moderniser les méthodes de commercialisation et de distribution.

Ils visent également à améliorer la recherche, la formation et les conditions de travail des agriculteurs et des travailleurs, ainsi que le soutien à l'organisation et la structuration des organisations professionnelles pour créer une nouvelle génération d'organisations professionnelles agricoles efficaces.

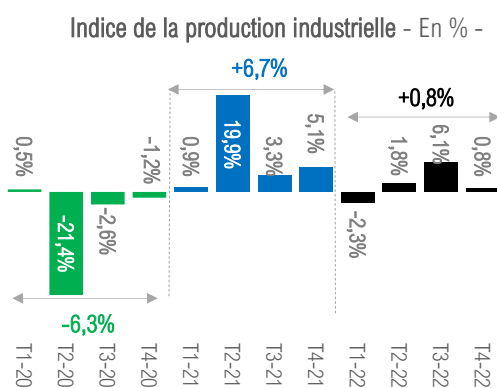
Evolutions globalement favorables des activités non agricoles

La résilience des activités non agricoles semble se confirmer en ce début d'année eu égard au comportement globalement favorable des indicateurs de conjoncture. En effet, le secteur secondaire, et malgré le sensible ralentissement économique attendu chez nos principaux partenaires, sa croissance se redresse progressivement à la faveur de la détente des coûts de certains intrants et de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement. Pour sa part, le secteur tertiaire confirme son dynamisme, soutenu particulièrement par les secteurs du transport et du tourisme qui poursuivent leur reprise tout en profitant des efforts de promotion de la destination Maroc et du renforcement de la capacité du trafic aérien avec notamment l'ouverture de nouvelles dessertes.

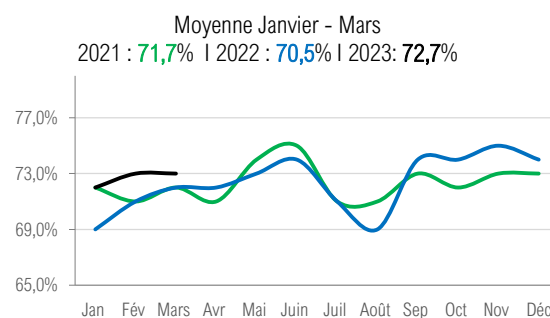
Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a enregistré une hausse de +8,6% à fin mars 2023 après un recul de -21,3% un an auparavant. Cette bonne performance recouvre, d'une part, des progressions des captures des algues (+51%), des crustacés et coquillages (+38,9%), du poisson blanc (+22,1%) et du poisson pélagique (+13,1%) et, d'autre part, une baisse au niveau des céphalopodes (-30,2%). De même, la valorisation des captures s'est légèrement améliorée de +0,4% après sa forte progression de +14,2%, recouvrant, d'un côté, des hausses substantielles de la valorisation des crustacés et coquillages (+42,1%), du poisson blanc (+35,3%) et du poisson pélagique (+32,1%) et, d'un autre côté, une baisse de -16,3% de celle des céphalopode, qui constituent 56% de la valeur totale.

Secteur minier : Profitant de niveaux de prix toujours élevés, la production de phosphates a poursuivi sa tendance baissière à fin mars 2023 avec un repli de -26,4% contre -11% durant la même période un an auparavant. De même, la production des dérivés de phosphates a accusé une baisse de -18,8% contre -4,6% et ce, suite aux reculs de -19,5% de la production de l'acide phosphorique et de -18,4% de celle des engrais naturel et chimique.

Secteur industriel : En moyenne des trois premiers mois de l'année 2023, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) a enregistré une hausse de +2,2 pts pour s'établir à 72,2%. Dans cette évolution, des hausses ont été enregistrées au niveau des TUC des « industries du textile et cuir » (+10,3 pts), des « industries électrique et électronique » (+8,7 pts), des « industries agroalimentaires » (+7,3 pts) et des « industries mécaniques et métallurgiques » (+0,7 pt). En revanche, une baisse a été relevée au niveau du TUC des « industries chimique et parachimique » (-1 pt).



Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Secteur énergétique : A fin mars 2023, la production locale d'électricité a affiché une baisse de -1,5% contre une hausse de +4,1% un an auparavant. Cette évolution provient des replis de -6,3% de la production des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09, de -7,7% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) et, de -0,3% de la production concessionnelle.

De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +454 Gwh contre un solde négatif de -53 Gwh, résultat de l'augmentation de +527% des importations et de +73% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a enregistré une hausse de +3,5% à fin mars 2023 contre +4,9% un an auparavant.

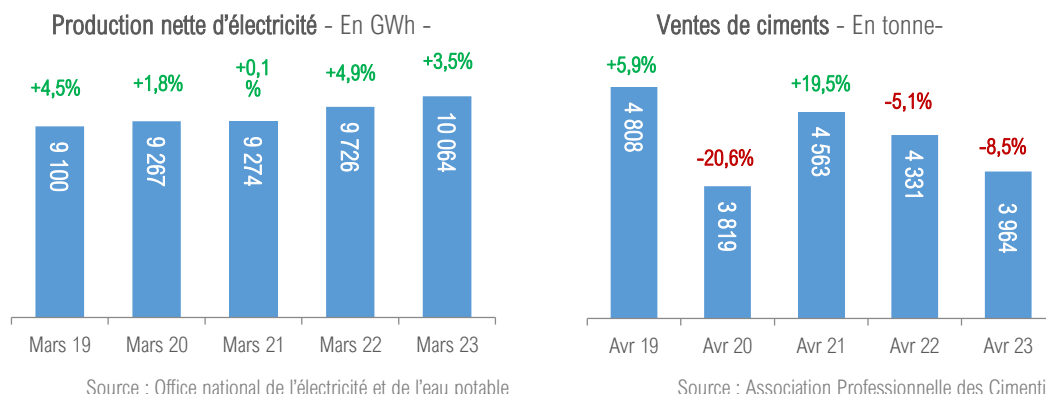
Par ailleurs, la consommation d'électricité a progressé de +4,4% après +2,5% un an auparavant. Cette augmentation trouve son origine dans les améliorations de la consommation d'électricité à très haute tension et haute tension (+22,1%), de la consommation d'électricité à moyenne tension (+4,4%), de la consommation des régions (+3,1%) et de la consommation résidentielle (+0,8%).

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une baisse de -15,8% durant le mois d'avril 2023, portant le repli depuis le début de l'année à -8,5% contre -5,1% à fin avril 2022. Cette évolution s'explique par des contre-performances des ventes au niveau des segments du bâtiment (-20,2%), du béton prêt à l'emploi (-11%), du préfabriqué (-8,6%) et de la distribution (-7,5%). Par contre, une hausse a été enregistrée au niveau de l'infrastructure (+3,4%).

Par ailleurs, l'additionnel des crédits bancaires s'est établi à +167 M.DH, en stagnation au cours des trois premiers mois de l'année 2023 contre +1,7 MM.DH ou +0,6% durant la même période de l'année précédente. Dans cette évolution, les crédits alloués à l'habitat ont progressé de +1,2 MM.DH ou +0,5% alors que les financements alloués à la promotion immobilière ont diminué de -3,4 MM.DH ou -6,1%.

Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 3.056 au T1-23, en recul de -8,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution recouvre une hausse de +3,7% du nombre de bénéficiaires du FOGARIM (1.802 ménages) et une baisse de -21,6% de celui du FOGALOGÉ (1.254

bénéficiaires). De leur côté, les montants accordés ont chuté de -5,1% pour revenir à 277 M.DH pour le FOGARIM et de -14,5% à 110 M.DH pour le FOGALOGÉ. Depuis sa création, 276.894 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 52,9 MM.DH.



Tourisme : Le secteur touristique a réalisé une performance exceptionnelle au cours des trois premiers mois de l'année 2023 avec une hausse des arrivées aux postes frontières de +238% pour atteindre 2,9 millions de touristes, dépassant ainsi le niveau de 2019 de +17%. C'est ainsi que les arrivées des MRE ont augmenté de +47% alors que celles des touristes étrangers ne sont plus en baisse que de -1% par rapport à la même période de l'année 2019.

Par marché émetteurs, les plus fortes hausses ont concerné l'Espagne (+45% par rapport à 2019) et le Royaume-Uni (+28%) alors que les plus importantes baisses ont été affichées par les marchés allemand (-39%), Hollandais (-34%) et belge (-28%).

De leur côté, les nuitées dans les établissements classés se sont renforcées de +161% pour atteindre 5,4 millions à fin mars 2023, suite à une hausse de +366% des nuitées des touristes non-résidents et de +29% de celles des résidents. Par rapport à fin mars 2019, le nombre des nuitées demeure en légère baisse de -1,8% (-6% pour les touristes non-résidents et +9% pour les résidents).

Transport :

Au niveau du trafic aérien, le volume du trafic commercial s'est établi à 5,9 millions de passagers et 46.313 mouvements aéroportuaires à fin mars 2023, soit une hausse de +5% du trafic passagers et un taux de récupération des mouvements d'avions de 96% par rapport à la même période de l'année 2019.

Le trafic aérien international a enregistré une hausse de +8% par rapport à fin mars 2019 pour atteindre 5,3 millions de passagers, ce qui représente 90,4% du trafic aérien global. Le trafic domestique a, de son côté, enregistré un taux de récupération de 85% en s'établissant à 566,8 mille passagers.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Cumul à fin mars		Taux de récupération
	2019	2023	
MOHAMMED V	2.229.690	2.009.920	90%
MARRAKECH	1.521.313	1.718.983	113%
AGADIR	499.561	567.269	114%
FES - SAISS	340.942	359.774	106%
TANGER	273.060	387.113	142%
RABAT-SALE	266.471	273.090	102%
NADOR	153.377	174.840	114%
OIJDA	120.724	166.721	138%
LAAYOUNE	56.120	56.953	101%
TOTAL	5.619.906	5.912.986	+105%

Source : Office National des Aéroports

Pour ce qui est du trafic portuaire géré par l'ANP, il a accusé un repli de -9,3% à fin mars 2023 contre -5,5% un an auparavant, recouvrant, d'une part, une baisse du trafic des exportations (-14,5%), de celui des importations (-6,6%) et du capotage à l'import (-21,1%) et, d'autre part, une hausse du capotage à l'export (+21,3%).

ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL...

Au terme des trois premiers mois de l'année 2023, la situation des échanges extérieurs a fait ressortir une hausse du déficit commercial de +8,6 MM.DH ou +13,5% pour s'établir à 72,6 MM.DH. Cette situation est attribuée à une augmentation à la fois des importations (+16,8 MM.DH ou +10,1%) et des exportations (+8,2 MM.DH ou +8,0%), ramenant ainsi le taux de couverture à 60,1% contre 61,3% un an auparavant.

Bonne performance des exportations des MMM ...

A fin mars 2023, les exportations de marchandise ont poursuivi leur hausse pour atteindre 109,5 MM.DH, en raison de l'augmentation des ventes de la majorité des secteurs. C'est ainsi que les ventes du secteur automobile ont rebondi de +10,5 MM.DH ou +44,8% suite à la hausse des exportations des principaux segments de la construction (+45,2%), de câblage (+47,3%) et de l'intérieur des véhicules et sièges (+32,8%). Le secteur automobile se positionne ainsi au premier rang des secteurs exportateurs avec une part de 31% dans le total des exportations.

De même, les exportations du secteur de l'électronique et électricité ont progressé de +1,4 MM.DH ou +34%, soutenues notamment par les ventes des fils et câbles (+41,3%) et des composants électroniques (+34,5%).

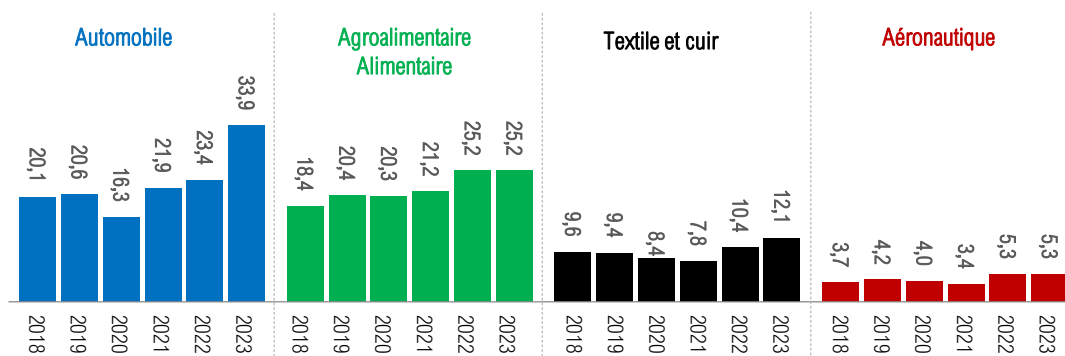
De leur côté, les expéditions du secteur du Textile et Cuir ont progressé de +1,7 MM.DH ou +16,6%, tirées principalement par les ventes des vêtements confectionnés (+20,3%), des chaussures (+15,1%) et des articles de bonneterie (+9,7%).

Pour ce qui est des ventes du secteur de l'agriculture et agro-alimentaire, elles se sont stabilisées à 25,2 MM.DH suite à la hausse des exportations de l'industrie alimentaire (+6,4%), atténuée par la baisse des exportations de l'agriculture, sylviculture et chasse (-6,2%).

Quant aux exportations du secteur de l'aéronautique, elles ont enregistré une quasi-stabilité recouvrant une augmentation de +16,2 des ventes de l'EWIS (système d'interconnexion de câblage électrique) et une baisse de -6,5% des assemblages.

En revanche, les expéditions de phosphates et dérivés ont poursuivi leur repli entamé depuis le début de l'année avec une baisse de -6,2 MM.DH ou -25,3% à fin mars 2023, traduisant une baisse des ventes de phosphates de -29,1%, des engrais naturels et chimiques de -22,9% et de l'acide phosphorique de -30,8%. Les ventes en volume se sont repliées de -46% pour le phosphate et de -8,6% pour les engrais, alors qu'elles ont progressé de +6,1% pour l'acide phosphorique. S'agissant des prix, les cours de phosphate brut ont enregistré une hausse de +84,5% tandis que ceux du DAP et TSP se sont repliés de -22,4% et -23,3% respectivement. Le secteur des phosphates et dérivés est devenu ainsi le deuxième secteur exportateur avec une part de 16,7% du total des exportations. Hors OCP, les exportations se sont renforcées de +14,4 MM.DH ou +18,7% pour se situer à 91,2 MM.DH à fin mars 2023.

Exportations des MMM à fin mars -En MM.DH



Source : Office des Changes

Ralentissement de la hausse de la facture énergétique...

La hausse des importations, qui se sont élevées à 182,2 MM.DH à fin mars 2023, a concerné la majorité des groupes de produits. En effet, la facture énergétique, qui représente 18% du total des importations, s'est renchérie de +4,4 MM.DH ou +15,7%, en lien principalement avec la hausse notamment des achats des huiles de pétrole et lubrifiants (+69,5%) et du gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+26,4%). De même, la facture alimentaire s'est appréciée de +3,4 MM.DH ou +16,9%, portée par les achats de dattes (+57%), de sucre brut ou raffiné (+42,7%) et du maïs (+27,5%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations se sont accrues de +8,9 MM.DH ou +7,6% pour atteindre 125,7 MM.DH. En effet, les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de +7 MM.DH ou +22%, en liaison particulièrement avec les achats de moteurs à pistons (+49,1%), des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+40,5%) et des parties d'avions et d'autres véhicules aériens (+37,3%).

De leur côté, les importations de biens finis de consommation ont progressé de +5,2 MM.DH ou +15,1%, soutenues par les achats de parties et pièces pour voitures de tourisme (+46,2%), des voitures de tourisme (+21,8%) et des ouvrages divers en matières plastiques (+22,3%).

Par ailleurs, les achats de produits bruts se sont repliés de -674 M.DH ou -6,5% suite à la baisse des importations de graines, spores et fruits à semer (-58,4%) et du soufre brut et non raffiné (-45,3%).

Pour ce qui est des importations de demi-produits, elles ont reculé de -2,7 MM.DH ou -6,7% en raison de la baisse des achats d'ammoniac (-46,6%) et de produits chimiques (-23,4%).

Nette amélioration des recettes voyages...

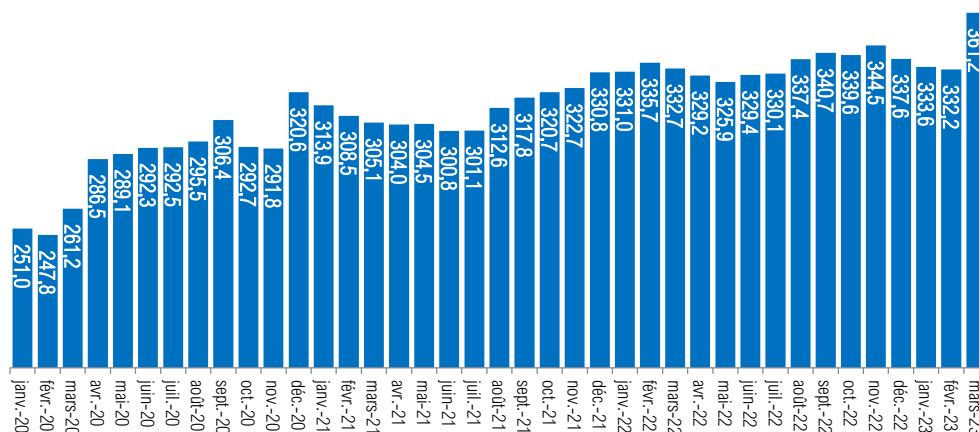
A fin mars 2023, les recettes voyages ont enregistré une sensible hausse de +14,6 MM.DH ou +141% pour s'établir à 25 MM.DH, en progression de +51,4% par rapport à fin mars 2019. De même, les transferts des MRE se sont renforcés de +3,7 MM.DH ou +16% pour culminer à 27,1 MM.DH. Ces deux postes ont permis de couvrir 71,7% du déficit commercial contre 52,7% durant la même période de l'année précédente.

S'agissant des flux des Investissements Directs Etrangers au Maroc, ils se sont accrues de +427 M.DH ou +10,4%, recouvrant une hausse de +121 M.DH ou +1,7% des recettes et une baisse de -306 M.DH ou -10,3% des dépenses.

Parallèlement, les flux des Investissements directs marocains à l'étranger ont augmenté de +23 M.DH ou +1,4% suite à la progression des dépenses de +38 M.DH ou +0,7% et des recettes de +15 M.DH ou +0,4%.

Suites à ces évolutions, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont améliorés de +23,5 MM.DH ou +7% par rapport à fin décembre 2022 pour s'établir à 361,2 MM.DH.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH

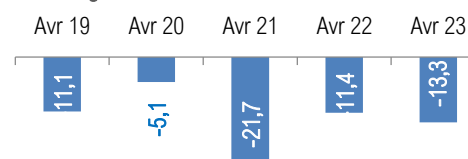


Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : HAUSSE DU DEFICIT BUDGETAIRE

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2023, la situation des charges et ressources du Trésor a fait ressortir un déficit budgétaire de 13,3 MM.DH, en hausse de +1,9 MM.DH par rapport à la même période de 2022. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses ordinaires (+2 MM.DH) plus importante que celle des recettes ordinaires (+1,5 MM.DH).

Déficit budgétaire – En MM.DH



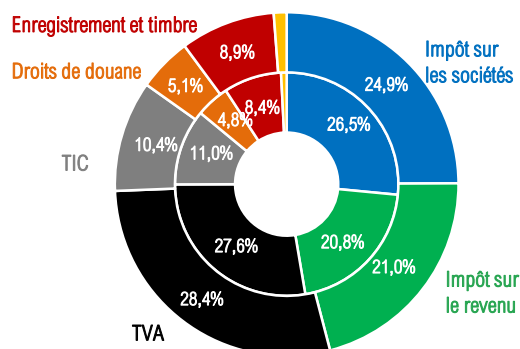
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales

A fin avril 2023, les recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont enregistré une hausse de +1,5 MM.DH ou +1,6%, pour s'élever à 97,5 MM.DH. Dans cette évolution,

les recettes fiscales ont progressé de +3,1 MM.DH ou +3,6%. Cette progression a été induite par le bon comportement à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes tirées des impôts directs ont enregistré une hausse de +605 M.DH ou +1,4% pour atteindre 43 MM.DH, grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+987 M.DH). En revanche, les recettes au titre de l'IS ont accusé une baisse de -629 MM.DH ou -2,7%, en relation notamment avec la diminution du complément de régularisation (-1,1 MM.DH) et l'augmentation des restitutions (+750 M.DH), compensées partiellement par l'amélioration des recettes issues du contrôle fiscal (+603 M.DH) et du 1^{er} acompte (+213 M.DH).



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects se sont améliorées de près de +1,4 MM.DH ou +4,2%. Dans cette évolution, les recettes au titre de la TVA ont augmenté de +1,6 MM.DH ou +6,6%, recouvrant une hausse de +1,8 MM.DH ou +25,3% de la TVA à l'intérieur et une baisse de -210 M.DH ou -1% de la TVA à l'importation. De leur côté, les recettes des TIC ont baissé de -181 M.DH ou -1,9%, recouvrant une baisse des TIC sur les produits énergétiques (-436 M.DH ou -7,8%) et une augmentation de celles sur les tabacs (+225 M.DH ou +6,4%). S'agissant des recettes tirées des droits de douane, elles se sont améliorées de +349 M.DH ou +8,2%, en liaison avec la progression des importations. De même, les recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une augmentation de +769 M.DH ou +10,4%, en lien avec les améliorations des droits d'enregistrement (+497 M.DH) et les droits de timbre (+139 M.DH).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont affiché un repli de -1,9 MM.DH ou -29% pour revenir à 4,6 MM.DH. Cette évolution est attribuable à la baisse de -2,4 MM.DH ou -46% des autres recettes, qui se sont situées à 2,8 MM.DH, dont près de 2 MM.DH au titre des « produits divers » des ministères. Pour leur part, les produits provenant des établissements et entreprises publics ont enregistré une augmentation de +558 M.DH ou +47,6% pour s'établir à 1,7 MM.DH, dont un versement de 1 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 472 M.DH de Bank Al-Maghrib.

Baisse de la charge de compensation

Les dépenses ordinaires se sont établies à 100,5 MM.DH à fin avril 2023, en hausse de près de +2 MM.DH ou +2% par rapport à fin mars 2021, recouvrant, d'une part, une hausse des dépenses au titre des biens et services (+1,3 MM.DH ou +1,7%) et des intérêts de la dette (+1,2 MM.DH ou +12,4%) et, d'autre part, une baisse des charges de la compensation (-560 M.DH ou -4,5%).

En effet, la hausse des dépenses des biens et services, qui se sont situées à 77,5 MM.DH, provient de l'augmentation des charges de personnel (+654 M.DH ou +1,3%) et des dépenses au titre des autres biens et services (+636 M.DH ou +2,4%).

S'agissant des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, qui se sont établies à 11 MM.DH, leur augmentation résulte principalement d'une hausse des intérêts de la dette extérieure (+1,1 MM.DH) alors que ceux afférents à la dette intérieure n'ont augmenté que légèrement (+83 M.DH).

Par ailleurs, les charges au titre de la compensation sont revenues à 11,9 MM.DH, dont près de 7 MM.DH au titre de la charge du gaz butane et 920 M.DH alloués aux subventions accordés aux transporteurs. C'est ainsi que la charge au titre du gaz butane a affiché un recul de 374 M.DH, sous l'effet combiné d'une baisse du cours du gaz butane à 643 \$/T en moyenne contre 885 \$/T au titre de la même période de l'année 2022, d'une hausse des mises à la consommation et d'une dépréciation du dirham par rapport au dollar. Le taux de change étant passé, en moyenne, de 9,6 à 10,3 DH/\$ à fin avril 2022.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin avril 2023 s'est traduite par un solde ordinaire négatif de -3 MM.DH contre un solde négatif de -2,5 MM.DH à fin avril 2022.

Hausse des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement se sont établies à 30 MM.DH à fin avril 2023, en augmentation de +3,1 MM.DH ou +11,6% par rapport au niveau enregistré un an auparavant.

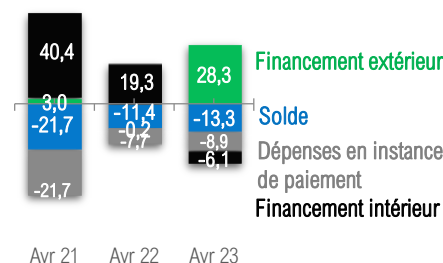
Hausse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont dégagé un solde positif de +19,7 MM.DH, soit une augmentation de 1,6 MM.DH ou +9,1% par rapport à fin avril 2022. A ce titre, il convient de signaler que les ressources des CST tiennent compte d'un montant de 6,6 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,3 MM.DH un an auparavant.

Augmentation du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de -8,9 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à -22,2 MM.DH, en hausse de +3,1 MM.DH ou +16,3% par rapport à fin avril 2022. Pour le financement de ce besoin, le Trésor a eu recours à des financements intérieurs pour un montant net de 6,1 MM.DH et au financement extérieur pour 28,3 MM.DH.

Besoin et sources de financement du Trésor –En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

DETTE : HAUSSE DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

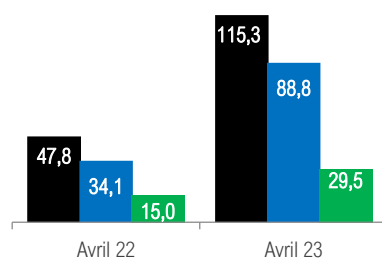
Au terme des quatre premiers mois de l'année 2023, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 115,3 MM.DH, en hausse de +67,5 MM.DH ou +142% par rapport à la même période de l'année 2022. Cette évolution a concerné les maturités à court terme qui ont affiché une progression de +38 MM.DH ou +417% pour atteindre près de 103 MM.DH (89,3% du total contre 41,6%). En revanche, des baisses ont été enregistrées au niveau aussi bien des maturités à moyen terme (-12 MM.DH ou -76,4%, revenant ainsi à 3,7 MM.DH, soit 3,2% du total contre 33%) qu'à long terme (-3,6 MM.DH ou -29,4% pour revenir à 8,6 MM.DH, soit 7,4% du total contre 25,4% en 2022).

Compte tenu de la hausse de +54,7 MM.DH ou +160% des remboursements qui ont atteint 88,8 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 752,3 MM.DH à fin avril 2023, en hausse de +29,4 MM.DH ou +4,1% par rapport à fin décembre 2022 contre +15 MM.DH ou +2,2% un an auparavant.

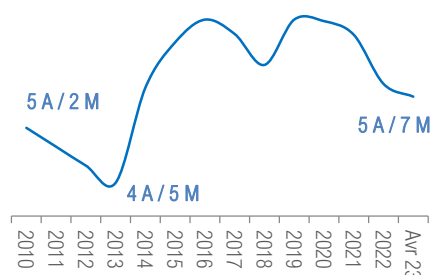
Baisse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2023, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est inscrite en baisse pour ressortir à 5 ans et 7 mois, soit un raccourcissement de 2 mois par rapport au niveau enregistré à la fin de l'année 2022.

Souscriptions | Remboursements | Flux –En MM.DH



Durée de vie moyenne



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

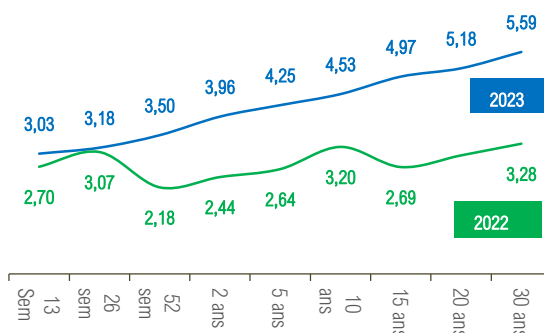
Resserrement des conditions de financement du Trésor

Dans un contexte marqué par l'anticipation des investisseurs de la hausse des taux, la tendance haussière des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT), entamée depuis le début de l'année 2022, s'est poursuivie au cours des quatre premiers mois de l'année 2023. Cette progression a concerné les BDT à 13 semaines et ceux à 26 semaines qui ont connu des hausses respectives de +33 pbs et +11 pbs, en GA, pour s'élever à 3,03% et 3,18%.

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 15 MM.DH à fin avril 2023 contre 8,6 MM.DH à fin mars 2022.

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Rachat et Echanges de BdT-En M.DH-

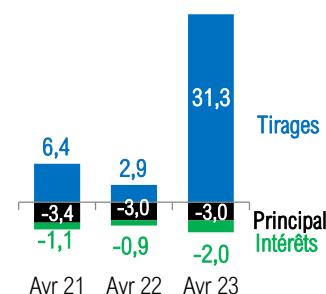
Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
13 sem	4 425,3	-
26 sem	2 115,8	-
52 sem	1 012,9	-
2 ans	2 002,2	12 465,4
5 ans	5 414,8	795,6
10 ans	-	1 974,6
Total	14 971,0	15 235,6

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Hausse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +28,3 MM.DH à fin avril 2023 contre -100 M.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 31,3 MM.DH, dont 25 MM.DH au titre de la dernière émission du Trésor sur le marché financier international réalisée le 1^{er} mars 2023. En dehors de ce montant, les autres tirages se sont établis à 6,3 MM.DH contre 2,9 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de +3,4 MM.DH ou +117%.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Pour leur part, les remboursements en principal ont connu une stagnation à fin avril 2023, pour ressortir à 3 MM.DH. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 252,3 MM.DH, en hausse de +22,8 MM.DH ou +9,9% par rapport à fin décembre 2022 contre +5,2 MM.DH ou +2,6% un an auparavant.

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 1.005 MM.DH à fin avril 2023, en hausse de +52,2 MM.DH ou +5,5% par rapport à fin 2022 contre une hausse de +20,3 MM.DH ou +2,3% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75% alors que la dette extérieure représente 25% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Décélération de la progression de la masse monétaire

Au cours du T1-23, l'agrégat M3 a progressé de +4,9 MM.DH ou +0,3% contre +19,7 MM.DH ou +1,3% au T1-22 pour s'établir à 1 690 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF)** : Accélération de son rythme de progression à +8,1 MM.DH ou +2,3% contre +4,2 MM.DH ou +1,3% un an auparavant, reflétant la prédominance du cash dans les paiements conjuguée aux habitudes intrinsèques pour la détention de la monnaie ;
- ▲ **Monnaie scripturale** : Hausse de +9,4 MM.DH ou +1,1% contre +3 MM.DH ou +0,4%, recouvrant une accélération des dépôts à vue auprès des banques à +7 MM.DH ou +0,9% contre +1,3 MM.DH ou +0,2% et une quasi-stagnation du rythme de progression des dépôts à vue auprès de BAM à +2,5 MM.DH ou +76% contre +2,4 MM.DH ou +89%
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : Ralentissement de leur accroissement à +240 M.DH ou +0,1% contre +1,1 MM.DH ou +0,6% ;
- ▼ **Autres actifs monétaires** : Repli de -12,9 MM.DH ou -4,2% contre +11,5 MM.DH ou +3,8% recouvrant, d'une part, des baisses des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (-9,6 MM.DH ou -7,4% contre -3,4 MM.DH ou -2,5%), des autres dépôts, (-2,4 MM.DH ou -24,8% contre +5,8 MM.DH ou +240%) ainsi que des certificats de dépôts à durée résiduelle inférieure ou égale à 2 ans (-1,4 MM.DH ou -5,4% contre

-746 M.DH ou -2,6%) et, de l'autre, un ralentissement du rythme de progression des titres OPCVM monétaires (+1,1 MM.DH ou +1,3% contre +4,8 MM.DH ou +6,7%).

La création monétaire constatée au cours du T1-23 reflète les évolutions suivantes :

- ▼ **Créances sur l'économie** : -15,1 MM.DH ou -1,2% contre +10,8 MM.DH ou +0,9% ;
- ▼ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale** : -5,3 MM.DH ou -1,6% contre +27,9 MM.DH ou +10,2%. Cette évolution recouvre un recul des créances nettes des AID (-11,5 MM.DH ou -3,7% contre +27,8 MM.DH ou +10%), sous l'effet combiné à la fois d'un ralentissement de la hausse du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+25,4 MM.DH ou +9,6% contre +28,6 MM.DH ou +12,8% un an auparavant) et d'une accentuation des engagements des AID envers l'Etat (+39,3 MM.DH ou +308% contre -1,8 MM.DH ou -14%), notamment, les garanties des crédits distribués dont le solde n'est remboursable qu'à l'extinction des crédits couverts.

De leur côté, les créances nettes de BAM sur l'Etat ont progressé de +6,2 MM.DH ou +33,5% contre -91 M.DH ou -2,7%, en lien avec l'acquisition par BAM des bons du Trésor sur le marché secondaire pour un montant total de 15,6 MM.DH.

- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents** : +32,4 MM.DH ou +10,2% contre +386 M.DH ou +0,1%. Pour leur part, les AOR ont enregistré une hausse de +23,5 MM.DH ou +7% contre +1,8 MM.DH ou +0,6% pour s'établir à 361,2 MM.DH.

Recul du crédit bancaire au secteur non financier...

La baisse des créances sur l'économie constatée au cours des trois premiers mois de l'année 2023 recouvre, d'une part, une contraction du crédit bancaire (-20,8 MM.DH ou -2% contre +3,6 MM.DH ou +0,4% un an auparavant) et, de l'autre, une hausse des titres (+2,9 MM.DH ou +1,9% contre +1,1 MM.DH ou +0,8%), particulièrement, ceux détenus par les banques.

Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont reculé de -8,8 MM.DH ou -5,9% contre -5,1 MM.DH ou -3,6%, le flux des crédits bancaires ressort à -12,1 MM.DH ou -1,3% contre +8,7 MM.DH ou +1% un an auparavant.

Par secteur institutionnel :

- ▼ **Secteur privé** : -13,9 MM.DH ou -1,7% contre +7,4 MM.DH ou +1%, reflétant, d'une part, une baisse des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées de -17,9 MM.DH ou -4% contre +3,9 MM.DH ou +1% et, de l'autre, une quasi-stagnation de la progression des concours destinés aux ménages à +3,7 MM.DH ou +1% contre +3,6 MM.DH ou +1% ;
- ▲ **SNF publiques** : +542 M.DH ou +1,0% contre -2,7 MM.DH ou -6,1% ;
- ▼ **Autres sociétés financières** : -7,3 MM.DH ou -4,8% contre -932 M.DH ou -0,7%.

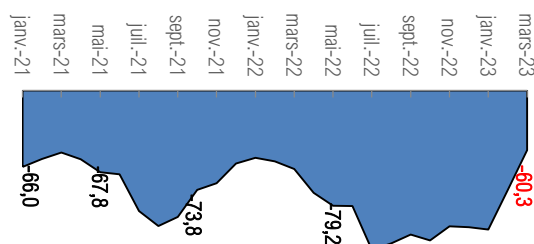
Par objet économique :

- ▼ **Facilités de trésorerie** : -14,8 MM.DH ou -5,6% contre +1,1 MM.DH ou +0,5%, traduisant une baisse des concours consentis aux SNF aussi bien privées (-15,8 MM.DH ou -7,3% contre +1,1 MM.DH ou +0,6%) que publiques (-1,3 MM.DH ou -7,7% contre +483 M.DH ou +8,2%). De leur part, les crédits aux ménages ont affiché une progression de +1,1 MM.DH ou +4,3% contre +320 M.DH ou +1,4% ;
- ▲ **Crédits à l'équipement** : +3,2 MM.DH ou +1,8% contre +3,7 MM.DH ou +2,2%, recouvrant une hausse crédits octroyés aux SNF privées (+1 MM.DH ou +0,9% contre +3 MM.DH ou +2,9%) et publiques (+2 MM.DH ou +5,9% contre +1 MM.DH ou +3,3%) et une contraction de ceux destinés aux administrations locales (-131 M.DH ou -0,5% contre -183 M.DH ou -0,5%) ;
- ▲ **Crédits immobiliers** : +147 M.DH ou +0,05% contre +1,7 MM.DH ou +0,6% un an auparavant, recouvrant notamment (i) un ralentissement des concours alloués à l'habitat à +1,2 MM.DH ou +0,5% contre +1,7 MM.DH ou +0,7% (dont +673 M.DH ou +3,6% au titre du financement participatif contre +729 M.DH ou +4,6%) et (ii) un recul des crédits destinés à la promotion immobilière de -3,4 MM.DH ou -6,1% contre -170 M.DH ou -0,3% causé par les difficultés du secteur ;
- ▲ **Crédits à la consommation** : +247 M.DH ou +0,4% contre +604 M.DH ou +1,1% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES)** : +1,8 MM.DH ou +2% contre +1,5 MM.DH ou +1,8%, pour se chiffrer à 90,6 MM.DH. En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,7% contre 8,4% en décembre 2022. Cette évolution recouvre une hausse des CES des SNF privées (+1,3 MM.DH ou +2,4% contre +793 M.DH ou +1,6%) et ceux des ménages (+520 M.DH ou +1,4% contre +302 M.DH ou +0,8%).

Allégement des besoins de trésoreries bancaires ...

Le déficit de liquidité bancaire s'est atténué pour le deuxième mois consécutif de -13,6 MM.DH en mars contre -13,4 MM.DH un mois auparavant pour revenir à 60,3 MM.DH en moyenne hebdomadaire, en lien avec la consolidation des réserves de change, induite principalement par l'émission du Trésor sur le MFI d'un montant de 2,5 MM.\$.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghrib

Dans ce contexte, BAM a réduit le volume de ses interventions sur le marché monétaire de -15,1 MM.DH pour revenir à 71,7 MM.DH en moyenne du mois de mars.

Ce montant, qui a largement couvert les besoins exprimés par les banques, a été servi à hauteur de:

- 41,1% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 29,5 MM.DH en moyenne du mois de mars contre 40,2 MM.DH le mois précédent ;
- 29% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 20,8 MM.DH en moyenne contre 23,1 MM.DH ;
- 29,8% par les opérations de pension livrée : 21,4 MM.DH contre 23,5 MM.DH ;
- 0,1% par les opérations de swap de change : +100 M.DH en moyenne du mois de mars.

Evolution contrastée des taux d'intérêts ...

- ▶ **TMP interbancaire au jour le jour** : Alignement du TMP interbancaire sur le taux directeur, intégrant le troisième relèvement du TD, effectué le 21 mars de 50 pbs, pour atteindre 2,66% en moyenne en mars ;
- ▶ **Taux créditeurs** :
 - Hausse des TMP des dépôts à 6 mois de 25 pbs par rapport à décembre 2022 pour s'établir à 2,49% ;
 - Repli des TMP des dépôts à 12 mois de 9 pbs par rapport à décembre 2022 pour s'établir à 2,58%.
- ▲ **Taux débiteurs** : Nouvelle hausse du taux moyen global de +53 pbs au T1-23 par rapport au T4-22 après +26 pbs un trimestre auparavant pour s'établir à 5,03%, témoignant d'une accélération du processus de transmission du resserrement monétaire aux taux d'intérêts :
 - **Par objet économique**, cette évolution traduit des hausses des taux assortissant les facilités de trésorerie (+66 pbs à 5,01%) et ceux à la consommation (+55 pbs à 6,95%) et à l'équipement (+44 pbs à 4,84%). En revanche, le taux appliqué aux prêts immobiliers a accusé une baisse de -5 pbs à 4,79%, reflétant notamment le recul de l'encours des crédits aux promoteurs, en lien avec l'essoufflement des activités immobilières ;
 - **Par secteur institutionnel**, le taux appliqué aux crédits alloués aux SNF privées a augmenté de 63 pbs pour s'établir à 5,03%, reflétant des hausses de +44 et +60 pbs pour les TPME et les Grandes entreprises (GE) à 5,48% et 4,79% respectivement. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a baissé de -9 pbs à 5,63%.

BOURSE : Redressement des indices boursiers marocains...

A l'instar des places boursières internationales, la bourse de Casablanca a affiché des résultats positifs en avril dans un contexte d'une modération de l'accélération de l'inflation en mars. En effet, les deux indices du MASI et du MSI 20 ont enregistré des hausses mensuelles de +1,3% et +1,9% respectivement, atténuant ainsi leurs contreperformances constatées depuis le début de l'année à -1,8% et -1,1%.

Pour sa part, le volume global des transactions a augmenté de +3,6 MM.DH ou +27,5% pendant les quatre premiers mois par rapport à la même période de l'année précédente, pour s'établir à 16,6 MM.DH. Cette évolution recouvre une baisse des transactions effectuées sur le marché central (-5,2 MM.DH ou -44,2%) et des hausses aussi bien sur le marché de bloc (+360 M.DH ou +44,7%) ainsi que des opérations d'apports de titres (+8,7 MM.DH).

En revanche, la capitalisation boursière s'est contractée de -14,9 MM.DH ou -2,7% par rapport à fin 2022, pour revenir à 546,2 MM.DH en avril 2023. Cette baisse a concerné, particulièrement les secteurs des « télécommunications » (-14,7%), et de « l'industrie » (-2,4%).

PRIX : Accélération du taux d'inflation

Après le pic de +10,1% atteint en février en glissement annuel, la trajectoire de l'inflation s'inverse progressivement, en revenant à +8,2% en mars puis à +7,8% en avril et ce, à la faveur d'une détente des prix non alimentaires, particulièrement ceux des transports.

Malgré cette décélération et en liaison avec les chocs d'offre internes sur certains produits alimentaires, le taux d'inflation, calculé sur la base de la moyenne des quatre premiers mois de l'année 2023, demeure à un niveau élevé de +8,8% contre +4,5% un an auparavant. Cette évolution provient des hausses des prix des produits alimentaires de +17,2% au lieu de +7,1% un an auparavant et, dans une moindre mesure, des prix des produits non alimentaires de +3,2% après +2,8% un an auparavant.

L'augmentation des prix alimentaires provient à hauteur de :

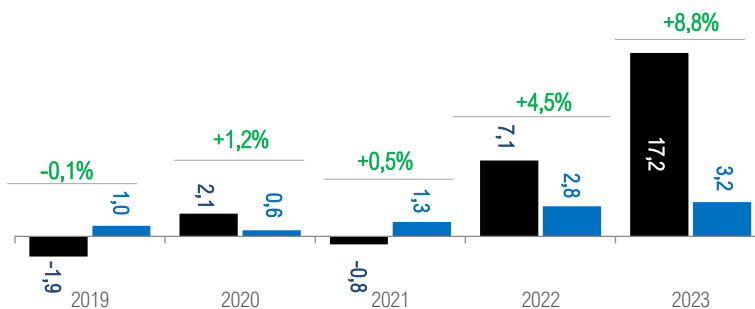
- 25,2% de la hausse de +35,6% des prix de la branche « légumes », qui représente 12,3% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les légumes frais » (+40% avec une contribution de 22%) ;
- 20,7% de l'augmentation de +31,7% des prix de la branche «Huiles et graisses», qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les huiles » (+33,4% avec une contribution de 18,1%) ;
- 16% de la progression de +14,6% des prix de la branche «Viande», qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les viandes fraîches» (+16,2% avec une contribution de 10,5%) et, dans une moindre mesure, « les volailles et lapin » (+12,8% avec une contribution de 5,4%).

S'agissant des prix non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 31,6% de la hausse de +5,6% des prix de la branche «Transport », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les dépenses de carburants et lubrifiants (+11,5% avec une contribution de 19,7%) ;

De son côté, l'inflation sous-jacente s'est accélérée à +8% en moyenne des quatre premiers mois, contre +4,5% un an auparavant.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- Moyenne 4 mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

Légère appréciation des prix des actifs immobiliers

Au T1-23, les prix des actifs immobiliers se sont appréciés de +0,8% par rapport au T1-22. Cette évolution recouvre, d'une part, des hausses de 3,7% des prix des biens à usage professionnel et de +2,0% des prix des terrains et, d'autre part, une baisse de -0,1% des prix des actifs résidentiels

De son côté, le volume de transactions a enregistré une progression de +2,5% au T1-23 par rapport au T1-22. Cette hausse a été relevée au niveau des ventes des actifs résidentiels (+3,0%) et des biens à usage professionnel (+3,5%). Par contre, les ventes des terrains se sont stabilisées au même niveau du T1-22.

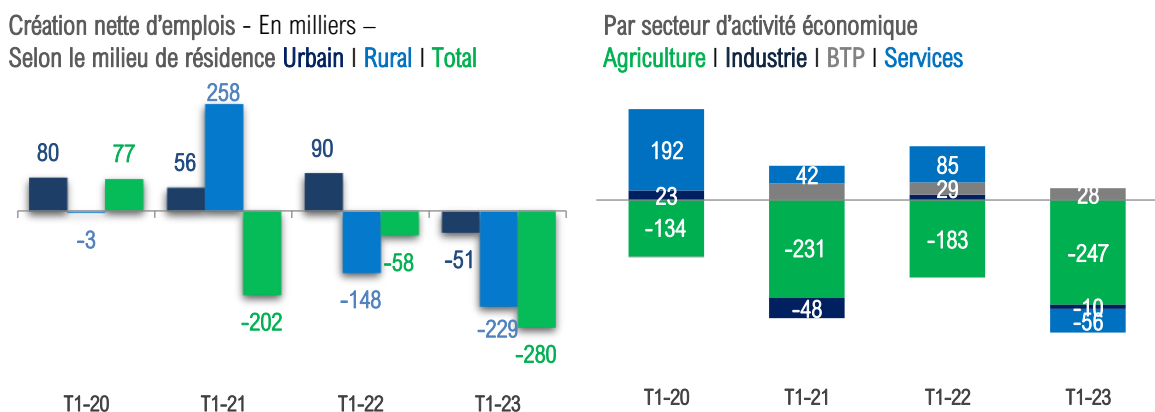
ACTIVITE ET EMPLOI : Hausse du taux de chômage...

Entre le T1-22 et le T1-23, la population active âgée de 15 ans et plus a diminué de -1,6% au niveau national pour se situer à 11.967 mille personnes. Ainsi, et compte tenu d'une hausse de la population en âge d'activité de +1,4%, le taux d'activité a reculé de -1,4 point pour se situer à 43,1% suite à un repli de -2,3 points en zones rurales à 47% et de -0,7 point à 41,2% en zones urbaines.

De son côté, le taux d'emploi s'est replié de -1,5 point pour s'établir à 37,6% au niveau national, sous l'effet d'une baisse de -2,5 points dans les campagnes à 44,3% et de -1 point à 34,1% dans les villes. Le volume d'emploi a ainsi diminué de 280 mille postes entre le T1-22 et le T1-23, en liaison avec les pertes de 229 mille postes en milieu rural et de 51 mille en milieu urbain.

Par type d'emploi, 13 mille postes rémunérés ont été perdus au niveau national, recouvrant une perte de 41 mille en milieu urbain et une création de 28 mille en milieu rural. De son côté, l'emploi non rémunéré a enregistré une perte de 267 mille, résultat d'une destruction de 11 mille emplois en zone urbaines et de 256 mille en zone rurales.

Au niveau sectoriel, le secteur de « l'agriculture forêt et pêche » a perdu 247 mille postes, ce qui correspond à une baisse de -8% de son volume d'emploi. De même, le secteur des « services » a connu la destruction de 56 mille postes d'emploi, soit -1% de son volume d'emploi. De son côté, le secteur de « l'industrie » a vu son volume d'emploi reculé de 10 mille postes ou -1%. Par ailleurs, le secteur des BTP a affiché une création de 28 mille postes d'emploi, ce qui correspond à une hausse de 2% de son volume d'emploi.



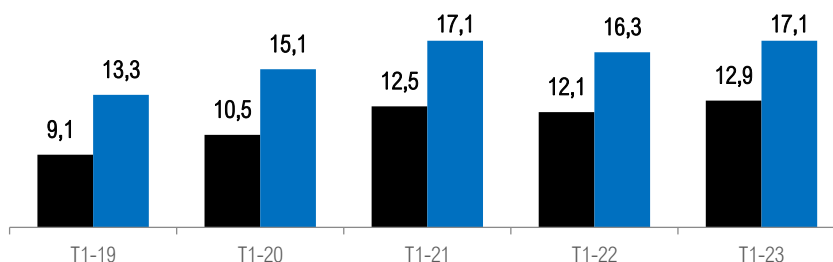
Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, le nombre de chômeurs s'est accru de 83 mille personnes ou +6% entre le T1-22 et le T1-23 pour atteindre 1.549 mille. Le taux de chômage s'est ainsi aggravé de 0,8 point pour se situer à 12,9% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux a augmenté de +0,8 point en milieu urbain pour s'établir à 17,1%, résultat d'une hausse du chômage parmi les jeunes âgés entre 25 et 34 ans (+2,1 points à 27,1%), entre 15 et 24 ans (+1,9 point à 49,6%) et les diplômés (+0,9 point à 21,7%).

En milieu rural, le taux de chômage s'est accru de +0,6 point pour se situer à 5,7% suite à l'augmentation du chômage parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+2,4 points à 18,9%) et les diplômés (+1 point à 13%).

Taux de chômage : **National** | **Urbain** - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

S'agissant de la population active occupée en situation de sous-emploi, elle a progressé de +8,9% pour s'établir à 1.075 mille personnes. Le taux de sous-emploi a ainsi augmenté de +1,1 point pour ressortir à 10,3% au niveau national, sous l'effet d'une hausse de +1,5 point dans les campagnes à 12,1% et de +0,8 point dans les villes à 9,1%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Mars 21	Mars 22	Mars 23	Mars 22/21		Mars 23/22	
PECHE							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	246 506	193 964	210 703	-52 542	-21,3%	16 739	8,6%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	2 544 162	2 905 958	2 918 187	361 796	14,2%	12 229	0,4%
MINES (en 1000 tonnes)							
Phosphates	8 841	7 867	5 792	-974	-11,0%	-2 075	-26,4%
Dérivés de Phosphate	4 471	4 268	3 465	-203	-4,5%	-803	-18,8%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	7 474	7 660	7 998	186	2,5%	338	4,4%
Energie totale appelée	9 274	9 726	10 064	452	4,9%	338	3,5%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	71,6%	70,5%	72,7%	-1,1	pt	2,2	pts
B.T.P (Avril)							
Ventes de ciment (1000 T)	4 563	4 331	3 964	-233	-5,1%	-366	-8,5%
TOURISME							
Total des arrivées (en millier) (Mars)	430	866	2 923	436	101,4%	2 057	237,5%
Nuitées touristiques (Mars)	1 314	2 050	5 356	736	56,0%	3 306	161,3%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Mars 21/ Déc 20		Mars 22/ Déc 21	
Monnaie fiduciaire	299 659	324 359	362 865	4 247	1,3%	8 132	2,3%
Monnaie scripturale	716 954	769 643	850 999	2 921	0,4%	9 392	1,1%
Placements à vue	171 281	175 221	179 517	1 066	2,5%	240	0,1%
Autres actifs monétaires	298 576	311 288	296 567	11 507	3,8%	-12 880	-4,2%
Masse monétaire M3	1 486 470	1 580 511	1 689 948	19 741	1,3%	4 884	0,3%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	312 597	317 263	350 044	385	0,1%	32 445	10,2%
Créances sur l'économie	1 134 572	1 187 069	1 244 456	10 762	0,9%	-15 050	-1,2%
dont Crédits bancaires à l'économie	950 613	988 476	1 038 183	3 577	0,4%	-20 851	-2,0%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Avr 21	Avr 22	Avr 23	Avr 22/ 21		Avr 23/ 22	
Recettes ordinaires	77 950	96 019	97 513	18 069	23,2%	1 494	1,6%
Recettes fiscales	72 121	88 333	91 480	16 213	22,5%	3 147	3,6%
Impôt sur les sociétés	13 441	23 429	22 800	9 988	74,3%	-629	-2,7%
Impôt sur le revenu	17 250	18 376	19 219	1 126	6,5%	843	4,6%
Taxe sur la valeur ajoutée	21 693	24 410	26 014	2 717	12,5%	1 604	6,6%
Taxes intérieures à la consommation	9 115	9 740	9 559	625	6,9%	-181	-1,9%
Droits de douane	3 725	4 271	4 621	546	14,6%	349	8,2%
Enregistrement et timbre	6 403	7 394	8 163	991	15,5%	769	10,4%
Dépenses ordinaires	87 260	98 561	100 515	11 300	13,0%	1 955	2,0%
Personnel	47 710	50 120	50 774	2 410	5,1%	654	1,3%
Autres biens et services	23 850	26 102	26 738	2 252	9,4%	636	2,4%
Intérêts de la dette	9 585	9 896	11 120	311	3,2%	1 224	12,4%
Compensation	6 115	12 443	11 883	6 328	103,5%	-560	-4,5%
Solde ordinaire	-9 310	-2 542	-3 002	6 769	-72,7%	-460	18,1%
Dépenses d'équipement	24 662	26 874	29 982	2 212	9,0%	3 108	11,6%
Solde global	-21 733	-11 393	-13 320	10 340	-47,6%	-1 927	16,9%
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Avr 22	Déc 22	Avr 23	Avr 22/ Déc 21		Avr 23/ Déc 22	
Dettes totale du Trésor	905,5	952,4	1 004,6	20,3	2,2%	52,2	5,5%
Dettes extérieures	208,9	229,5	252,3	5,2	2,5%	22,8	9,9%
Dettes intérieures	696,6	722,9	752,3	15,1	2,2%	29,4	4,1%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Mars 21	Mars 22	Mars 23	Mars 21/20		Mars 22/21	
Importations	123 374	165 399	182 170	42 024	34,1%	16 771	10,1%
Facture énergétique	14 946	28 260	32 704	13 314	89,1%	4 444	15,7%
Blé	4 428	4 931	5 091	502	11,3%	160	3,2%
Hors énergie	108 428	137 139	149 467	28 711	26,5%	12 328	9,0%
Exportations	77 526	101 392	109 547	23 865	30,8%	8 156	8,0%
Phosphates et dérivés	37 190	14 872	18 325	-22 318	-60,0%	3 453	23,2%
Hors Phosphates et dérivés	40 336	86 520	91 223	46 184	114,5%	4 702	5,4%
Textile et cuir	7 845	10 365	12 090	2 520	32,1%	1 725	16,6%
Composants automobiles	21 924	23 420	33 917	1 496	6,8%	10 497	44,8%
Aéronautique	3 385	5 256	5 265	1 871	55,3%	9	0,2%
Déficit commercial	-45 848	-64 007	-72 623	-18 159	39,6%	-8 616	13,5%
Taux de couverture	62,8	61,3	60,1	-1,5		-1,2	
Recettes Voyages	5 405	10 357	24 963	4 952	91,6%	14 606	141,0%
Recettes M.R.E	21 150	23 371	27 109	2 221	10,5%	3 738	16,0%
Recettes IDE	6 252	7 099	7 220	847	13,5%	121	1,7%

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T1-21	T1-22	T1-23
Création d'emploi	-202	-58	-280
Taux de chômage	12,5	12,1	12,9
Milieu urbain	17,1	16,3	17,1
Chômage des jeunes (25-34 ans)	25,9	25,0	27,1
Chômage des diplômés	21,7	20,8	21,7
PRIX <small>moyenne Jan ...</small>	Avr 21	Avr 22	Avr 23
Inflation	0,7%	1,0%	6,1%
dont Produits alimentaires	1,1%	0,1%	9,8%
Produits non alimentaires	0,4%	1,7%	3,8%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Etats-Unis	2,6	1,5	2,2	2,9	2,3	-2,8	5,9	2,1
Japon	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,3	2,1	1,1
Zone Euro	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,1	5,4	3,5
France	1,1	1,0	2,4	1,8	1,6	-7,9	6,8	2,6
Allemagne	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,7	2,6	1,8
Italie	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	7,0	3,7
Espagne	3,8	3,0	3,0	2,3	2,0	-11,3	5,5	5,5
Pays en développement	4,3	4,4	4,8	4,7	3,6	-1,8	6,9	4,0
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T2-22	T3-22	T4-22	T1-23	T2-22	T3-22	T4-22	T1-23
Etats-Unis	-0,1	0,7	0,0	-	1,8	1,9	0,9	1,6
Zone Euro	0,9	0,4	-0,1	0,1	4,4	2,5	1,8	1,3
France	0,5	0,1	0,0	0,2	4,2	1,0	0,4	0,8
Allemagne	-0,1	0,5	-0,5	0,0	1,7	1,4	0,8	-0,1
Italie	1,1	0,4	-0,1	0,5	5,1	2,5	1,4	1,8
Espagne	2,5	0,4	0,4	0,5	7,7	4,8	2,9	3,8
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Déc 21	Dec 22	Mars 23	Avril 23	Déc 21	Déc 22	Fév 23	Mars 23
Etats-Unis	8,1	0,0	2,6	6,4	3,9	3,5	0,0	3,6
Zone Euro	5,0	9,2	6,9	7,0	7,0	6,7	6,6	6,5
France	3,4	6,7	6,7	6,9	7,4	7,1	7,0	6,9
Allemagne	5,7	9,6	7,8	7,6	3,2	3,0	2,9	2,8
Espagne	6,6	5,5	3,1	3,8	13,3	13,0	12,9	12,8
MATIERES PREMIERES	Déc 21	Déc 22	Mars 23	Avr 23	Avr 22/Mars 22		Avr 23/Déc 22	
Pétrole (/bl)	74	81	79	84	6,9%		4,2%	
Gasoil NWE (\$/t)	646	917	813	767	-5,7%		-16,4%	
Butane (\$/t)	719	575	623	563	-9,6%		-2,1%	
Blé tendre Fr (\$/t)	328	333	291	280	-3,9%		-15,9%	
Blé tendre US (\$/t)	377	386	370	378	2,3%		-2,1%	
Sucre brut Ny (\$/t)	433	472	482	565	17,4%		19,7%	
Plomb (\$/t)	2302	2216	2115	2149	1,6%		-3,0%	
INDICES BOURSIERS	Déc 21	Déc 22	Mars 23	Avr 23	Avr 22/Mars 22		Avr 23/Déc 22	
NASDAQ	15474	10839	11637	12073	3,7%		11,4%	
S&P 498	4675	3912	3969	4121	3,9%		5,3%	
CAC38	6999	6600	7164	7465	4,2%		13,1%	
MSCI Emerging Market	1223	964	969	987	1,9%		2,4%	
TAUX DE CHANGE	Déc21	Déc 22	Mars 23	Avr 23	Avr 22/Mars 22		Avr 23/Déc 22	
Euro/Dollar	1,130	1,058	1,071	1,096	2,4%		3,6%	
Euro/Dirham	10,460	11,132	11,071	11,120	0,4%		-0,1%	
Dollar/Dirham	9,254	10,518	10,341	10,143	-1,9%		-3,6%	

* Prévisions du FMI : Avril 2023

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2020				2021				2022			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture	-5,4%	-7,0%	-9,8%	-10,2%	19,4%	17,5%	16,6%	17,8%	-14,3%	-15,5%	-15,1%	-15,1%
Pêche	8,2%	-0,4%	40,4%	-3,1%	4,5%	36,9%	-20,1%	53,4%	-7,3%	-23,4%	-33,2%	-12,3%
Industrie d'extraction	-0,4%	4,3%	2,0%	4,7%	3,0%	-0,6%	2,8%	-1,5%	-4,8%	-7,8%	-10,4%	-16,0%
Industrie de transformation	0,8%	-21,7%	-4,4%	-4,1%	-0,8%	20,2%	2,5%	5,1%	-2,4%	2,3%	2,8%	0,4%
Distribution d'électricité, de gaz- et d'eau	-1,2%	-9,3%	3,3%	2,3%	1,4%	14,6%	3,8%	7,0%	3,7%	2,0%	-0,1%	-4,5%
Construction	2,8%	-12,2%	-9,5%	2,8%	5,7%	16,9%	14,2%	6,8%	1,8%	1,7%	-2,5%	-4,6%
Commerce de gros et de détail	1,4%	-16,8%	-6,4%	-4,7%	0,5%	17,6%	7,6%	7,3%	5,0%	4,0%	1,4%	1,1%
Transports et entreposage	-6,5%	-48,8%	-33,4%	-22,9%	-15,5%	42,6%	33,8%	16,1%	5,7%	10,8%	5,5%	7,1%
Activités d'hébergement et de restauration	-28,8%	-72,9%	-57,1%	-58,5%	-27,9%	86,4%	72,5%	52,5%	25,3%	50,3%	50,1%	55,4%
Information et communication	7,2%	4,3%	2,9%	6,2%	-2,5%	-0,5%	0,4%	-0,5%	1,3%	1,3%	1,4%	-3,6%
Activités financières et d'assurances	0,4%	0,4%	0,5%	1,2%	2,7%	4,2%	5,5%	5,9%	2,1%	4,2%	6,5%	5,5%
Activités immobilières	-0,8%	-1,1%	-0,9%	-0,5%	2,5%	3,0%	3,2%	3,1%	1,9%	1,5%	1,0%	1,6%
Administration publique et défense	5,8%	5,4%	5,1%	4,8%	4,5%	4,3%	4,0%	3,7%	4,8%	5,6%	4,5%	3,0%
Education, santé humaine	0,8%	0,6%	0,8%	1,2%	2,3%	2,8%	3,2%	3,5%	4,0%	4,3%	3,1%	3,1%
impôts net subventions	0,4%	-18,5%	-8,9%	-6,5%	2,4%	17,8%	10,7%	5,8%	-0,2%	5,3%	3,7%	2,9%
PIB en volume	-0,8%	-15,2%	-7,3%	-5,2%	2,0%	14,2%	8,7%	7,6%	0,3%	2,0%	1,6%	0,5%
PIB en valeur	-0,7%	-16,0%	-8,0%	-3,3%	3,7%	16,5%	13,8%	12,5%	4,3%	6,9%	7,6%	5,8%
PIB hors agriculture	-0,3%	-16,2%	-7,0%	-4,6%	0,1%	13,8%	7,8%	6,5%	2,2%	4,3%	3,6%	2,4%

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T1						23/22		
	2022			2023					
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 542	4 621	12 163	7 558	4 409	11 967	16	-212	-196
Taux de féminisation de la population active	22,3	23,8	22,9	22,8	21,2	22,2	0,5	-2,6	-0,7
Taux d'activité	41,9	49,3	44,5	41,2	47,0	43,1	-0,7	-2,3	-1,4
Selon le sexe									
Hommes	67,7	76,1	70,7	65,6	72,7	68,1	-2,1	-3,4	-2,6
Femmes	19,0	25,6	21,2	18,2	20,3	18,9	-0,8	-5,3	-2,3
Selon l'âge									
11 -24 ans	20,5	26,0	22,7	19,5	25,5	21,9	-1,0	-0,5	-0,8
21 -34 ans	59,4	60,8	59,8	59,0	59,2	59,1	-0,4	-1,6	-0,7
31 -44 ans	56,8	65,1	59,5	55,5	61,9	57,5	-1,3	-3,2	-2,0
41 ans et plus	35,6	51,5	40,9	35,0	48,1	39,3	-0,6	-3,4	-1,6
Selon le diplôme									
Sans diplôme	34,5	52,0	42,6	33,4	49,3	40,6	-1,1	-2,7	-2,0
Ayant un diplôme	47,1	43,7	46,3	46,4	42,4	45,5	-0,7	-1,3	-0,8
Population active occupée	6313	4385	10697	6262	4156	10418	-51	-229	-279
Taux d'emploi	35,1	46,8	39,1	34,1	44,3	37,6	-1,0	-2,5	-1,5
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,5	70,7	86,5	97,7	75,3	88,7	0,2	4,6	2,2
Salariés	66,9	45,4	59,7	71,3	51,7	64,7	4,4	6,3	5,0
Auto-employés	33,1	54,6	40,3	28,7	48,3	35,3	-4,4	-6,3	-5,0
Population active occupée sous employée	521	466	987	573	502	1075	52	36	88
Taux de sous-emploi	8,3	10,6	9,2	9,1	12,1	10,3	0,8	1,5	1,1
Population active en chômage	1229	237	1466	1296	253	1549	67	16	83
Taux de féminisation	36,1	16,4	32,9	33,6	17,9	31,0	-2,5	1,5	-1,9
Taux de chômage	16,3	5,1	12,1	17,1	5,7	12,9	0,8	0,6	0,8
Selon le sexe									
Hommes	13,4	5,6	10,5	14,7	6,0	11,5	1,3	0,4	1,0
Femmes	26,3	3,5	17,3	25,3	4,8	18,1	-1,0	1,3	0,8
Selon l'âge									
15-24 ans	47,7	16,5	33,4	49,6	18,9	35,3	1,9	2,4	1,9
25-34 ans	25,0	7,1	19,2	27,1	7,6	20,9	2,1	0,5	1,7
35-44 ans	8,6	2,7	6,5	9,4	2,6	7,1	0,8	-0,1	0,6
45 ans et plus	5,2	1,4	3,6	5,2	1,8	3,8	0,0	0,4	0,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,5	2,3	4,6	7,8	2,6	4,9	0,3	0,3	0,3
Ayant un diplôme	20,8	12,0	18,9	21,7	13,0	19,8	0,9	1,0	0,9

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2017/18	2018/19	2019/20	2021/20	2022/21	2023/22	Var 23/21
Situation des barrages (au 23 mai 2023)							
Réserves en eau (Milliards M ³)	10,6	3,4	7,8	8,1	5,4	5,2	-3,7%
Taux de remplissage	69,7	60,0	50,2	50,6	33,5	32,3	-3,6%
Céréales d'automne	102,0	51,8	32,1	103,2	34,0	55,1	62,1%
Blé dur	24,0	13,4	7,9	50,6	18,9	29,8	57,7%
Blé tendre	49,0	26,8	17,7	24,8	8,1	11,8	45,7%
Orge	29,0	11,6	6,4	27,8	7,0	13,5	92,9%

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

<i>Poids en Tonnes / Valeur en KDH</i>	Mars 22		Mars 23		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	193 964	2 905 958	210 703	2 918 187	8,6%	0,4%
Débarquements par port						
Méditerranée	5 706	186 204	4 974	202 137	-12,8%	8,6%
Atlantique	188 258	2 719 754	205 729	2 716 050	9,3%	-0,1%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	21 074	381 937	25 738	516 582	22,1%	35,3%
Poissons pélagiques	140 313	476 106	158 722	629 046	13,1%	32,1%
Céphalopodes	27 988	1 953 219	19 543	1 635 267	-30,2%	-16,3%
Crustacés et coquillages	1 879	85 124	2 609	120 920	38,9%	42,1%
Algues	2 710	9 572	4 091	16 372	51,0%	71,0%

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

<i>Production marchande en 1000 Tonnes</i>	Mars 21	Mars 22	Mars 23	Mars 22/21	Mars 23/22
Phosphates bruts	8 841	7 867	5 792	-974 -11,0%	-2 075 -26,4%
Dérivés de phosphate	4 471	4 268	3 465	-203 -4,5%	-803 -18,8%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

<i>En 1000 Tonnes</i>	Avr 21	Avr 22	Avr 23	Avr 21/20	Avr 22/21
Consommation nationale	4 563,3	4 330,6	3 964,3	-232,7 -5,1%	-366,4 -8,5%

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Mars 20	Mars 21	Mars 22	Mars 22/21	Mars 23/22
Énergie appelée nette (en GWh)	9 274	9 726	10 064	452 4,9%	338 3,5%
Production nette totale ONEE	1 887	2 537	2 341	650 34,4%	-196 -7,7%
Hydraulique	295	201	94	-94 -32,0%	-107 -53,1%
Thermique	1 427	2 115	2 056	688 48,2%	-59 -2,8%
Parc éolien	146	169	130	23 16,1%	-39 -23,1%
Pompage STEP	19	52	61	33 169,1%	9 16,4%
Production concessionnelle	-140	-161	-54	-21 15,0%	107 -66,5%
Apport des tiers	6 975	6 656	6 634	-320 -4,6%	-22 -0,3%
Auto producteurs	-15	13	506	28 -190,3%	493 3713,2%
Echanges (Algérie-Espagne)	90,7	48,1	52,0	-42,7 -47,0%	3,9 8,2%
Energies renouvelables	-105,4	-34,8	454,0	71 -67,0%	489 -1405,2%
Consommation des auxiliaires	575	690	646	114 19,9%	-44 -6,3%

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

<i>Base 100 = 2015</i>	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Industries extractives	138,7	141,6	115,2	2,1%	-18,6%
Extraction de minerais métalliques	98,0	100,6	103,6	2,7%	3,0%
Autres industries extractives	140,8	143,7	119,4	2,1%	-16,9%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	106,1	113,2	114,1	6,7%	0,8%
Industries alimentaires	117,6	125,5	131,4	6,7%	4,7%
Fabrication de boissons	91,9	93,4	103,2	1,6%	10,5%
Fabrication de produits à base de tabac	95,5	96,7	106,7	1,3%	10,3%
Fabrication de textiles	81,0	90,9	90,1	12,2%	-0,9%
Industrie d'habillement	87,1	98,0	97,9	12,5%	-0,1%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	58,4	64,6	75,4	10,6%	16,7%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	71,3	85,3	86,7	19,6%	1,6%
Industrie du papier et du carton	115,7	122,9	115,4	6,2%	-6,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	99,9	109,5	128,0	9,6%	16,9%
Industrie chimique	147,6	147,8	135,4	0,1%	-8,4%
Industrie pharmaceutique	109,2	115,5	128,6	5,8%	11,3%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	99,3	121,9	122,1	22,8%	0,2%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	90,6	100,1	92,2	10,5%	-7,9%
Métallurgie	78,3	91,2	100,4	16,5%	10,1%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	77,8	95,7	90,1	23,0%	-5,9%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	92,0	82,9	88,7	-9,9%	7,0%
Fabrication d'équipements électriques	90,3	107,4	115,2	18,9%	7,3%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	99,9	115,6	113,9	15,7%	-1,5%
Industrie automobile	101,3	110,6	124,7	9,2%	12,7%
Fabrication d'autres matériels de transport	111,2	113,1	117,3	1,7%	3,7%
Fabrication de meubles	85,8	85,5	92,6	-0,3%	8,3%
Autres industries manufacturés	90,9	85,3	86,5	-6,2%	1,4%
Réparation et installation de machines et équipements	93,7	112,1	94,9	19,6%	-15,3%
Production et distribution d'électricité	123,4	131,6	132,0	6,6%	0,3%

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

	Avr 21	Avr 22	Avr 22 (1)	2022/21		2023/22		LF 2023 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	77 950	96 019	97 513	18 069	23,2%	1 494	1,6%	312 721	31,2%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	77 950	96 019	97 513	18 069	23,2%	1 494	1,6%	307 721	31,7%
Recettes fiscales	72 121	88 333	91 480	16 213	22,5%	3 147	3,6%	255 273	35,8%
Impôts directs, dont	31 184	42 518	43 123	11 334	36,3%	605	1,4%	113 165	38,1%
Impôt sur les sociétés	13 441	23 429	22 800	9 988	74,3%	-629	-2,7%	60 914	37,4%
Impôt sur le revenu	17 250	18 376	19 219	1 126	6,5%	843	4,6%	47 931	40,1%
Impôts indirects	30 808	34 150	35 574	3 342	10,8%	1 424	4,2%	111 143	32,0%
T.V.A	21 693	24 410	26 014	2 717	12,5%	1 604	6,6%	79 330	44,8%
Intérieure	8 255	7 176	8 990	-1 079	-13,1%	1 814	25,3%	25 113	
Importation	13 438	17 234	17 024	3 796	28,2%	-210	-1,2%	54 217	
T.I.C	9 115	9 740	9 559	625	6,9%	-181	-1,9%	31 813	53,5%
Tabacs	3 546	3 506	3 731	-40	-1,1%	225	6,4%	12 500	
Produits énergétiques	5 055	5 624	5 188	568	11,2%	-436	-7,8%	16 602	
Droits de douane	3 725	4 271	4 621	546	14,6%	349	8,2%	15 019	30,8%
Enregistrement et timbre	6 403	7 394	8 163	991	15,5%	769	10,4%	15 947	51,2%
Recettes non fiscales	4 690	6 439	4 575	1 749	37,3%	-1 864	-28,9%	54 148	8,4%
Recettes non fiscales Hors privatisation	4 690	6 439	4 575	1 749	37,3%	-1 864	-28,9%	49 148	9,3%
Monopoles et exploitation	1 365	1 173	1 731	-192	-14,1%	558	47,6%	19 464	8,9%
Autres recettes	3 325	5 266	2 844	1 941	58,4%	-2 422	-46,0%	29 684	9,6%
Privatisation	0	0	0	0				5 000	
Recettes de certains comptes spéciaux	1 139	1 247	1 458	108	9,5%	211	16,9%	3 300	44,2%
Fonds spécial des prix	101	71	139	-30		68	96%	600	23,2%
Fonds spécial routier	1 038	1 176	1 319	138	13,3%	143	12,2%	2 700	48,9%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	99 683	107 412	110 833	7 729	7,8%	3 421	3,2%	378 396	29,3%
Dépenses ordinaires	87 260	98 561	100 515	11 300	13,0%	1 955	2,0%	291 458	34,5%
Biens et services	71 560	76 222	77 512	4 662	6,5%	1 290	1,7%	234 912	33,0%
Personnel	47 710	50 120	50 774	2 410	5,1%	654	1,3%	155 794	32,6%
Autres Biens et services	23 850	26 102	26 738	2 252	9,4%	636	2,4%	79 117	33,8%
Dettes publiques	9 585	9 896	11 120	311	3,2%	1 224	12,4%	29 966	37,1%
Intérieure	8 492	9 020	9 103	528	6,2%	83	0,9%	23 291	39,1%
Extérieure	1 093	876	2 017	-217	-19,9%	1 141	130,3%	6 675	30,2%
Compensation	6 115	12 443	11 883	6 328	103,5%	-560	-4,5%	26 580	44,7%
SOLDE ORDINAIRE	-9 310	-2 542	-3 002	6 769	-72,7%	-460	18%	21 264	-14,1%
Dépenses de capital	24 662	26 874	29 982	2 212	9,0%	3 108	11,6%	91 138	32,9%
dont fonds spécial routier	576	683	670					2 700	
Solde net des autres comptes spéciaux	12 239	18 023	19 664					4 200	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-21 733	-11 393	-13 320					-65 674	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-21 678	-7 708	-8 901					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-43 411	-19 100	-22 221					-65 674	
Financement intérieur	40 375	19 285	-6 095	-21 090		-25 380		13 142	
Financement extérieur	3 036	-184	34 242	-3 220		34 427		52 532	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

MATURITE	Déc 21	Janvier à fin Avril 23		Avril 23	Flux
		Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	402 031	12 938	1 413	413 556	11 524
Adjudications (long terme)	372 325	8 582	0	380 907	8 582
30 ans Adjudications	37 371	574	0	37 945	574
20 ans Adjudications	78 384	300	0	78 683	300
15 ans Adjudications	122 719	1 631	0	124 350	1 631
10 ans Réserve d'investissement	212	0	0	212	0
10 ans Adjudications	133 851	6 077	0	139 928	6 077
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	173 764	3 716	19 081	158 400	-15 364
Adjudications (moyen terme)	173 764	3 716	19 081	158 400	-15 364
5 ans Adjudications	164 764	2 316	19 081	148 000	-16 764
5 ans révisables	9 000	1 400	0	10 400	1 400
COURT TERME	140 579	109 983	76 684	173 878	33 349
Adjudications (court terme)	140 579	102 983	69 684	173 878	33 299
03 semaines Adjudications	10 000	0	10 000	0	-10 000
13 semaines Adjudications	12 178	25 962	36 951	1 188	-10 990
26 semaines Adjudications	6 526	14 261	7 514	13 273	6 748
52 semaines Adjudications	18 771	18 874	6 103	31 542	12 771
Bons à 6 mois	0	0	0	0	0
1 an activité socio-économique	72 201	34 126	9 116	97 212	25 010
2 ans Adjudications	0	9 760	0	9 760	9 760
2 ans révisables	20 904	7 000	7 000	20 904	50
Autres	29 495	4 356	1 413	32 437	2 943
DETTE AMORTISSABLE	6 542			0	0
TOTAL	722 916	126 637	97 177	745 833	29 509

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

	Avr 21	Avr 22	Avr 23	Avr 22 / 21		Avr 23 / 22	
				M.DH	%	M.DH	%
				SERVICE	4 500	3 900	5 000
AMORTISSEMENTS	3 400	3 000	3 000	-400	-11,8%	0	0,0%
INTERETS	1 100	900	2 000	-200	-18,2%	1 100	122,2%
TIRAGES	6 400	2 900	31 300	-3 500	-55%	28 400	979%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Mars 22	Déc 22	Mars 23	Mars 22/Déc 21	Mars 23/22	Mars 23/Déc 22			
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	1 187 069	1 259 506	1 244 456	10 762	0,9%	57 387	4,8%	-15 050	-1,2%
Créances de BAM	1 273	1 041	1 181	-118	-8,5%	-92	-7,2%	140	13,4%
Créances des AID	1 185 796	1 258 465	1 243 275	10 880	0,9%	57 479	4,8%	-15 190	-1,2%
Créances nettes sur l'Administration centrale	300 348	333 122	327 814	27 857	10,2%	27 466	9,1%	-5 308	-1,6%
Créances nettes de BAM	-3 324	18 566	24 790	90	-2,6%	28 114	-845,8%	6 224	33,5%
Créances nettes des AID	303 672	314 556	303 024	27 767	10,1%	-648	-0,2%	-11 532	-3,7%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	317 263	317 599	350 044	385	0,1%	32 781	10,3%	32 445	10,2%
Avoirs officiels de réserve	332 673	337 645	361 169	1844	0,6%	28 496	8,6%	23 524	7,0%
Ressources à caractère non monétaire	261 776	279 618	279 691	4 072	1,6%	17 915	6,8%	73	0,0%
Capital et réserves des ID	174 912	187 327	187 649	3 394	2,0%	12 737	7,3%	322	0,2%
BAM	13 696	21 031	21 345	2 171	18,8%	7 649	55,8%	314	1,5%
AID	161 216	166 296	166 304	1 223	0,8%	5 088	3,2%	8	0,0%
Engagements non monétaires des ID	86 864	92 291	92 042	678	0,8%	5 178	6,0%	-249	-0,3%
Dépôts exclus de M3	12 408	13 040	13 114	500	4,2%	706	5,7%	74	0,6%
Crédits	30 293	37 956	40 209	-518	-1,7%	9 916	32,7%	2 253	5,9%
Titres autres qu'actions exclus de M3	43 475	40 954	38 374	794	1,9%	-5 101	-11,7%	-2 580	-6,3%
Autres ressources	688	341	345	-98	-12,5%	-343	-49,9%	4	1,2%
Autres contreparties de M3	37 608	54 453	47 323	-15 188	-28,8%	9 715	25,8%	-7 130	-13,1%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 580 512	1 685 062	1 689 946	19 744	1,3%	109 434	6,9%	4 884	0,3%
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	324 359	354 733	362 865	4 247	1,3%	38 506	11,9%	8 132	2,3%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	341 380	372 786	380 889	3 669	1,1%	39 509	11,6%	8 103	2,2%
Encaisses des banques (à déduire)	17 021	18 053	18 024	-578	-3,3%	1 003	5,9%	-29	-0,2%
Monnaie scripturale	769 643	841 607	850 999	2 921	0,4%	81 356	10,6%	9 392	1,1%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	5 193	3 257	5 723	2 442	88,8%	530	10,2%	2 466	75,7%
Dépôts à vue auprès des banques	700 012	760 528	767 454	1 292	0,2%	67 442	9,6%	6 926	0,9%
Dépôts à vue auprès du Trésor	64 438	77 822	77 822	-813	-1,2%	13 384	20,8%	0	0,0%
M1	1 094 002	1 196 340	1 213 864	7 168	0,7%	119 862	11,0%	17 524	1,5%
Placements à vue	175 221	179 277	179 517	1 066	0,6%	4 296	2,5%	240	0,1%
Comptes d'épargne auprès des banques	175 221	179 277	179 517	1 066	0,6%	4 296	2,5%	240	0,1%
M2	1 269 223	1 375 617	1 393 381	8 234	0,7%	124 158	9,8%	17 764	1,3%
Autres actifs Monétaires	311 288	309 447	296 567	11 507	3,8%	-14 721	-4,7%	-12 880	-4,2%
M3	1 580 511	1 685 064	1 689 948	19 741	1,3%	109 437	6,9%	4 884	0,3%

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Mars 22	Déc 22	Mars 23	Mars 22/Déc 21	Mars 23/22	Mars 23/Déc 22			
Créances des ID par objet économique	1 187 068	1 259 506	1 244 457	10 761	0,9%	57 389	4,8	-15 049	-1,2%
Créances des AID	1 185 795	1 258 465	1 243 276	10 879	0,9%	57 481	4,8	-15 189	-1,2%
Crédits des AID	1 002 747	1 068 703	1 050 398	9 397	0,9%	47 651	4,8	-18 305	-1,7%
Crédits bancaires	988 476	1 059 034	1 038 183	3 577	0,4%	49 707	5,0	-20 851	-2,0%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	226 887	264 034	249 265	1 146	0,5%	22 378	9,9	-14 769	-5,6%
Crédits à l'équipement	172 809	179 706	182 934	3 738	2,2%	10 125	5,9	3 228	1,8%
Crédits immobiliers	294 393	300 029	300 176	1 662	0,6%	5 783	2,0	147	0,0%
Crédits à l'habitat	234 540	239 383	240 623	1 713	0,7%	6 083	2,6	1 240	0,5%
Crédits aux promoteurs immobiliers	55 789	54 949	51 593	-170	-0,3%	-4 196	-7,5	-3 356	-6,1%
Crédits à la consommation	56 226	57 474	57 721	604	1,1%	1 495	2,7	247	0,4%
Créances diverses sur la clientèle	151 835	168 957	157 479	-5 069	-3,2%	5 644	3,7	-11 478	-6,8%
Crédits à caractère financier	137 263	147 228	138 474	-5 138	-3,6%	1 211	0,9	-8 754	-5,9%
Autres crédits	14 538	21 682	18 971	71	0,5%	4 433	30,5	-2 711	-12,5%
Créances en souffrance	86 326	88 834	90 608	1 496	1,8%	4 282	5,0	1 774	2,0%
Titres	145 798	150 928	153 835	1 101	0,8%	8 037	5,5	2 907	1,9%
Titres autres qu'actions	27 310	33 167	38 042	899	3,4%	10 732	39,3	4 875	14,7%
Actions et autres titres de participation	118 488	117 761	115 793	202	0,2%	-2 695	-2,3	-1 968	-1,7%
Autres	37 250	38 834	39 043	381	1,0%	1 793	4,8	209	0,5%
Créances de BAM	1 273	1 041	1 181	-118	-8,5%	-92	-7,2	140	13,4%
Crédits	783	778	770	-5	-0,6%	-13	-1,7	-8	-1,0%

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Mars 22	Déc 21	Mars 23	Mars 22/21	Mars 23/ Déc 22
Taux de dépôts à 6 mois	2,16	2,24	2,49	0,33	0,25
Taux de dépôts à 12 mois	2,47	2,67	2,58	0,11	-0,09
Taux des comptes sur carnet	1,05	1,24	1,51	0,46	0,27
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,36	13,09	13,09	-0,27	0,00
Taux interbancaire	1,50	2,20	2,70	1,20	0,50
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	1,50	2,50	3,00	1,50	0,50
Taux des avances à 24h	2,50	3,50	4,00	1,50	0,50
Taux adjudications (TMP)	Avr 22	Déc 22	Avr 23	Avr 22/Déc21	Avr 23/ Déc 22
13 Sem.		2,70	3,03		33
26 Sem.		3,07	3,18		11
52 Sem.	1,68		3,50	14	
2 Ans	1,86		3,96	13	
5 Ans	2,17		4,25	16	
10 Ans					
15 Ans					
20 Ans					
30 Ans					

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Mars-23	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	39 810	0	22 413	23 410	100	9 139	3 251	2,50%
2	39 870	0	22 413	23 410	100	9 480	2 642	2,50%
3	39 870	0	22 413	23 410	100	8 845	2 287	2,50%
4	39 870	0	22 413	23 410	100	8 845	-	2,50%
5	39 870	0	22 413	23 410	100	8 845	-	2,50%
6	39 870	0	22 413	23 410	100	10 386	3 828	2,50%
7	39 870	0	22 413	23 410	100	9 912	3 354	2,50%
8	39 870	0	22 413	23 410	100	9 532	3 274	2,50%
9	14 240	0	22 413	23 410	100	8 757	2 499	2,50%
10	14 240	0	22 413	23 410	100	8 316	2 108	2,50%
11	14 240	0	22 413	23 410	100	8 316	-	2,50%
12	14 240	0	22 413	23 410	100	8 316	-	2,50%
13	14 240	0	22 413	23 410	100	8 816	2 568	2,50%
14	14 240	0	22 413	23 410	100	8 677	2 467	2,50%
15	14 240	0	22 413	23 410	100	10 569	4 199	2,50%
16	22 250	0	21 323	23 410	100	10 203	4 903	2,50%
17	22 250	0	21 323	23 410	100	8 084	3 274	2,50%
18	22 250	0	21 323	23 410	100	8 084	-	2,50%
19	22 250	0	21 323	23 410	100	8 084	-	2,50%
20	22 250	0	21 323	23 410	100	7 837	3 427	2,50%
21	22 250	0	21 323	23 410	100	7 315	3 105	2,50%
22	22 250	0	21 323	23 410	100	9 253	3 933	3,00%
23	32 636	0	17 599	16 414	-	8 469	3 949	3,00%
24	32 636	0	17 599	16 414	-	8 179	3 159	3,00%
25	32 636	0	17 599	16 414	-	8 179	-	3,00%
26	32 636	0	17 599	16 414	-	8 179	-	3,00%
27	32 636	0	17 599	16 414	-	8 933	4 663	3,00%
28	32 636	0	17 599	16 414	-	8 406	4 136	3,00%
29	32 636	0	17 599	16 414	-	9 513	5 123	3,00%
30	55 120	0	17 599	16 414	-	7 867	2 407	3,00%
31	55 120	0	17 599	16 414	-	10 092	4 832	3,00%
MOY du mois	29 452	0	20 769	21 379	100	10 092	3 452	2,66%

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Avr 22	Déc 22	Avr 23	Avr 23/22	
				M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	13 031	56 307	16 613	3 582	27,5
Marché central	11 694	32 424	6 519	-5 175	-44,2
Actions	11 694	32 275	6 519	-5 175	-44
Obligations	0	149	0	0	
Marché de blocs	804	20 996	1 163	360	44,7
Actions	703	20 821	1 129	426	61
Obligations	100	175	34	-66	-66
Introductions	0	0	0	0	
Actions	0	0	0	0	
Obligations	0	0	0	0	
Augmentation de Capital	300	1 376	0	-300	-100,0
Offre publique	5	1 056	0	-5	-92
Transferts	197	391	203	6	3,2
Apports de titres	31	64	8 726	8 695	28 218,6
CAPITALISATION BOURSIERE	685 035	561 104	546 156	-138 879	-20,3
<i>Banques</i>	220 584	187 722	189 802	-30 782	-14,0
<i>Sociétés Financières</i>	9 329	7 597	8 050	-1 279	-13,7
Sociétés de financement	6 671	5 453	5 784	-887	-13,3
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 658	2 144	2 267	-391	-14,7
<i>Industrie</i>	258 233	211 544	206 108	-52 126	-20,2
Agroalimentaire	39 180	29 446	28 505	-10 675	-27,2
Bâtiments et matériaux de construction	83 965	58 210	61 083	-22 882	-27,3
Boissons	11 219	9 862	9 550	-1 669	-14,9
Chimie	2 331	1 687	1 421	-910	-39,0
Emballage	0	0	0	0	
Equipement électro et électrique	0	0	0	0	
Sylviculture et papier	61	130	110	49	79,8
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	137	125	110	-27	-19,5
Industrie pharmaceutique	11 539	10 572	10 170	-1 369	-11,9
<i>Télécommunications</i>	117 799	83 514	71 251	-46 548	-39,5
<i>Assurances</i>	32 596	27 285	27 143	-5 453	-16,7
<i>Distributeurs</i>	21 968	19 899	19 445	-2 523	-11,5
<i>Technologie de l'information</i>	7 844	7 685	7 465	-379	-4,8
<i>Autres services</i>	16 681	15 857	16 893	212	1,3
MASI	13 137	10 720	10 525	-2 611,4	-19,9
MSI	1 065	857	848	-216,4	-20,3

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	Mars 21	Mars 22	Mars 23	Mars 22/21		Mars 23/22	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	123 374	165 399	182 170	42 024	34,1%	16 771	10,1%
Alimentation boissons et tabacs	16 325	20 290	23 720	3 965	24,3%	3 429	16,9%
Blé	4 428	4 931	5 091	502	11,3%	160	3,2%
Energie et lubrifiants	14 946	28 260	32 704	13 314	89,1%	4 444	15,7%
Produits bruts	5 909	10 306	9 632	4 397	74,4%	-674	-6,5%
Demi-produits	26 509	40 440	37 750	13 931	52,6%	-2 689	-6,7%
Produits finis	59 685	66 081	78 244	6 396	10,7%	12 163	18,4%
Biens d'équipement	29 878	31 867	38 872	1 989	6,7%	7 005	22,0%
Biens de consommation	29 807	34 214	39 373	4 407	14,8%	5 158	15,1%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	77 526	101 392	109 547	23 865	30,8%	8 156	8,0%
Alimentation boissons et tabacs	19 803	22 659	23 660	2 856	14,4%	1 000	4,4%
Energie et lubrifiants	292	828	916	536	183,7%	88	10,7%
Produits bruts	4 650	7 956	6 504	3 306	71,1%	-1 452	-18,2%
Phosphates	1 630	3 067	2 175	1 438	88,2%	-893	-29,1%
Demi-produits	16 114	26 934	22 474	10 820	67,1%	-4 460	-16,6%
Dérivés de phosphates	35 560	11 804	16 150	-23 756	-66,8%	4 346	36,8%
Produits finis	36 546	42 965	55 956	6 419	17,6%	12 992	30,2%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	200 901	266 791	291 718	65 890	32,8%	24 927	9,3%
SOLDE COMMERCIAL	-45 848	-64 007	-72 623	-18 159	39,6%	-8 616	13,5%
TAUX DE COUVERTURE	62,8	61,3	60,1	-1,5		-1,2	
RECETTES VOYAGES	5 405	10 357	24 963	4 952	91,6%	14 606	141,0%
TRANSFERTS M.R.E.	21 150	23 371	27 109	2 221	10,5%	3 738	16,0%
RECETTES DES IDE	6 252	7 099	7 220	847	13,5%	121	1,7%

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	Avr 21	Avr 22	Avr 23	Var moy. Jan- Avr		
				2021/20	2022/21	2023/22
PRODUITS ALIMENTAIRES	103,9	113,4	131,9	-0,8%	7,1%	17,2%
1 Produits alimentaires et boissons	103,0	112,7	131,7	-1,0%	7,2%	17,9%
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	125,4	129,8	136,7	4,3%	3,5%	5,3%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	103,8	107,6	109,8	1,3%	2,8%	3,2%
3 Articles d'habillement et chaussures	104,2	109,1	113,9	0,9%	3,7%	4,8%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	102,2	103,3	104,4	0,6%	1,1%	1,1%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,4	104,8	110,7	0,6%	3,1%	5,9%
6 Santé	101,8	101,8	102,3	0,1%	0,1%	0,4%
7 Transport	105,1	118,1	118,0	4,3%	8,0%	5,7%
8 Communications	103,8	103,9	104,3	-0,1%	0,0%	0,5%
9 Loisirs et culture	99,8	101,7	106,1	0,0%	1,9%	4,3%
10 Enseignement	110,3	111,7	116,7	1,7%	1,3%	4,5%
11 Restaurants et hôtels	104,2	105,2	112,3	0,8%	1,2%	6,0%
12 Biens et services divers	105,2	109,5	112,4	0,9%	4,2%	2,6%
Indice général	103,8	109,9	118,5	0,5%	4,5%	8,8%

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Mars 21	Mars 22	Mars 23	Var moy. Jan- Mars		
				2021/20	2022/21	2023/22
Industries extractives	100,0	100,2	100,4	-0,1%	0,1%	0,3%
Extraction d'Hydrocarbures	100,0	100,0	100,0	-13,1%	0,0%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,0	100,2	100,4	0,0%	0,1%	0,3%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	100,4	114,8	118,3	-8,5%	14,2%	3,5%
Industries alimentaires	104,7	118,4	127,0	-4,2%	12,2%	8,5%
Fabrication de Boissons	101,2	105,3	105,7	-13,3%	2,3%	1,9%
Fabrication de produits à base de tabac	100,2	107,7	116,7	-14,6%	5,0%	10,9%
Fabrication de textiles	102,9	110,7	116,5	1,0%	5,4%	7,1%
Industrie d'habillement	103,1	105,6	109,5	-7,3%	1,4%	3,7%
Industrie de cuir et de la chaussure	100,3	100,2	106,4	-10,7%	0,0%	6,1%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	102,9	114,2	118,3	-14,7%	5,6%	9,5%
Industrie du papier et du carton	102,5	102,5	109,1	0,3%	0,0%	6,4%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	99,1	99,1	100,4	-4,1%	0,0%	1,3%
Industrie chimique	93,7	140,3	138,9	-25,3%	52,0%	-1,1%
Industrie pharmaceutique	99,9	99,1	99,1	5,9%	-0,5%	-0,3%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	98,0	98,8	100,4	-12,7%	0,2%	2,6%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	99,8	102,0	106,4	-9,6%	1,4%	4,7%
Métallurgie	100,0	119,1	124,7	2,9%	23,0%	3,1%
Fabrication de produits métalliques	98,1	102,2	102,7	-1,9%	3,4%	1,6%
Fabrication de produits informatique	100,4	102,4	102,6	-0,1%	2,0%	0,3%
Fabrication d'équipements électriques	102,5	113,4	114,9	-8,5%	9,4%	2,5%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	100,1	100,2	101,9	-2,9%	-0,3%	3,7%
Industrie automobile	100,8	103,0	106,8	1,3%	2,2%	3,6%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,0	100,0	100,0	-0,4%	0,0%	0,0%
fabrication de meubles	99,7	104,5	105,8	-9,9%	1,6%	3,9%
Autres industries manufacturés	116,4	116,8	129,4	13,3%	0,4%	7,5%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	-13,3%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	-13,3%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	100,0	100,0	100,0	-16,0%	0,0%	0,0%